



Assemblée des États Parties

Distr. : générale

8 juillet 2022

FRANÇAIS

Original : anglais

Vingt-et-unième session

La Haye, 5-10 décembre 2022

Élection du Greffier de la Cour pénale internationale

Note du Secrétariat

1. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 43 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le Greffe de la Cour est dirigé par le Greffier, qui est le responsable principal de l'administration de la Cour. En vertu du paragraphe 3 du même article, le Greffier doit être une personne d'une haute moralité et d'une grande compétence, ayant une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

2. Dans son premier paragraphe, la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve¹ dispose que « dès qu'elle est élue, la Présidence établit une liste de candidats répondant aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'article 43 ; elle la communique à l'Assemblée des États Parties en sollicitant ses recommandations. »

3. À réception desdites recommandations de l'Assemblée des États Parties, les juges, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome, et conformément à la procédure définie aux paragraphes 2 et 3 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, élisent aussitôt que possible le Greffier à la majorité absolue, par bulletin secret, en tenant compte des recommandations précédemment mentionnées émises par l'Assemblée des États Parties.

Première élection

4. Par un courrier en date du 15 avril 2003², le Président de la Cour pénale internationale, agissant conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et au paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties, les noms et énoncés des qualifications des deux candidats au poste de Greffier³.

5. Le 23 avril 2003, l'Assemblée a adopté par consensus la recommandation ICC-ASP/1/Rec.1.

6. Le 24 juin 2003, les juges se sont réunis en session plénière et, conformément à la procédure définie aux paragraphes 2 et 3 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, ont procédé à l'élection de M. Bruno Cathala (France) au poste de Greffier de la Cour pénale internationale pour un mandat de cinq ans, à compter du 3 juillet 2003.

¹ Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, première session, New York, 3-10 septembre 2002 (ICC-ASP/1/3 et corrigendum), partie II.A.

² ICC-ASP/1/11, annexe I.

³ Ibid., annexe II.

Deuxième élection

7. Par un courrier en date du 5 octobre 2007⁴, le premier vice-président de la Cour pénale internationale, le juge Akua Kuenyehia, agissant conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et au paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties, les noms et les énoncés des qualifications des dix candidats au poste de Greffier.

8. Le 14 décembre 2007, l'Assemblée a adopté par consensus la recommandation ICC-ASP/6/Rec.1⁵.

9. Le 28 février 2008, les juges se sont réunis en session plénière et ont procédé à l'élection de M^{me} Silvana Arbia (Italie) au poste de Greffier de la Cour pénale internationale pour un mandat de cinq ans. Le 17 avril 2008, M^{me} Arbia a pris l'engagement solennel, conformément à l'article 45 du Statut de Rome, et a pris ses fonctions.

Troisième élection

10. Par un courrier en date du 1^{er} octobre 2012⁶, le Président de la Cour, le juge Sang-Hyun Song, agissant conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et au paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties, les noms et énoncés des qualifications des onze candidats au poste de Greffier.

11. Le 21 novembre 2012, l'Assemblée a adopté par consensus la recommandation ICC-ASP/11/Rec.1⁷.

12. Le 8 mars 2013, les juges se sont réunis en session plénière et ont procédé à l'élection à la majorité absolue de M. Herman von Hebel (Pays-Bas) au poste de Greffier de la Cour pénale internationale pour un mandat de cinq ans. Le 18 avril 2013, M. von Hebel a pris l'engagement solennel, conformément à l'article 45 du Statut de Rome, et a pris ses fonctions en qualité de Greffier.

Quatrième élection

13. Par un courrier en date du 28 septembre 2017⁸, la Présidente de la Cour, le juge Silvia Fernández de Gurmendi, agissant conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et au paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties, les noms et énoncés des qualifications des quatorze candidats au poste de Greffier.

14. Le 14 décembre 2017, l'Assemblée adoptait, par consensus, la recommandation ICC-ASP/16/Rec.1⁹.

15. Le 28 mars 2018, les juges se sont réunis en session plénière et, en vertu de l'article 45 du Statut de Rome, ont procédé à l'élection, à majorité absolue, de M. Peter Lewis (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) au poste de Greffier de la Cour pénale internationale pour un mandat de cinq ans. Le 17 avril 2018, M. Peter Lewis a pris l'engagement solennel, conformément à l'article 45 du Statut de Rome, et a pris ses fonctions en qualité de Greffier.

Cinquième élection

13. Par un courrier en date du 17 juin 2022 (voir annexe I), le Président de la Cour, le juge Piotr Hofmański, agissant conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et au paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties, les noms et énoncés des qualifications de douze candidats au poste de Greffier : M. Juan Pablo Alban Alencastro (Équateur) ; M. Amady Ba

⁴ ICC-ASP/6/16, annexe I.

⁵ *Documents officiels... sixième session... 2007* (ICC-ASP/6/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/6/Rec.1.

⁶ ICC-ASP/11/19, annexe I.

⁷ *Documents officiels... onzième session... 2012* (ICC-ASP/11/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/11/Rec.1.

⁸ ICC-ASP/16/28/Rev.1, annexe 1.

⁹ *Documents officiels ... seizième session... 2017* (ICC-ASP/16/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/11/Rec.1.

(Sénégal) ; M^{me} Fidelma Teresa Donlon (Irlande) ; M. Luis Mariano Hermosillo Sosa (Mexique) ; M. Pouraogo Julien Kouda (Burkina Faso) ; M^{me} Kate Mackintosh (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; M. Christian Mahr (Japon) ; M^{me} Gabrielle McIntyre (Australie) ; M^{me} Rosette Muzigo-Morrison (Ouganda) ; M. Ibrahim James Pam (Nigéria) ; M^{me} Marie Inger Tuma (Suède) ; et M. Oswaldo Zavala Giler (Équateur) (voir l'annexe II).

14. Dans ce même courrier du 17 juin de la Présidente de la Cour, figurait également un aperçu statistique de la représentation hommes-femmes et de la distribution géographique des candidats (voir appendice de l'annexe I).

Annexe I

Lettre du 17 juin 2022 du Président de la Cour pénale internationale à la Présidente de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

[Original : anglais et français]

Excellence,

J'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée des États Parties une liste restreinte de candidats pour le poste de Greffier de la Cour pénale internationale, dont le mandat prendra fin le 16 avril 2023.

Comme vous le savez, en vertu du paragraphe 3 de l'article 43 du Statut de Rome, le Greffier doit être une personne « *d'une haute moralité et d'une grande compétence, ayant une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour* ». Le paragraphe 4 de l'article 43 énonce que « *les juges élisent le Greffier à la majorité absolue et au scrutin secret, en tenant compte des recommandations éventuelles de l'Assemblée des États Parties* ». Par ailleurs, conformément au paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, la Présidence établit une liste de candidats répondant aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'article 43 du Statut de Rome et communique cette liste à l'Assemblée des États Parties en sollicitant ses recommandations.

Un avis de vacance pour le poste de Greffier a été publié sur le site web de la Cour le 22 février 2022 (avis de vacance 21393), avec une date limite pour le dépôt des candidatures fixée au 1^{er} mai 2022. Les États Parties ont été informés de l'avis de vacance par l'entremise du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties. De plus, la Cour a transmis une Note Verbale aux ambassades des États Parties, les invitant à communiquer l'avis de vacance à tout candidat potentiel dans leur pays. Enfin, l'avis de vacance a également été largement circulé sur les divers canaux de médias sociaux de la Cour (LinkedIn, Twitter, Facebook) et au sein du réseau des Nations-Unies.

Au total, quatre-vingt-huit (88) candidatures ont été reçues¹. La Section des ressources humaines de la Cour a évalué toutes les candidatures et a conclu que quarante-cinq (45) d'entre elles satisfaisaient aux exigences minimales relatives à la formation, aux connaissances linguistiques et à l'expérience professionnelle, telles qu'énoncées dans l'avis de vacance.

La Présidence a évalué les candidats qualifiés sur la base des exigences, préférences et autres avantages ou atouts spécifiés dans l'avis de vacance, et prenant en compte la désirabilité de refléter une représentation géographique et des hommes et des femmes². Sur cette base, la Présidence a présélectionné douze (12) candidates et candidats qui ont été considérés comme satisfaisant le mieux à ces critères et exigences. La liste restreinte, accompagnée des dossiers complets (y compris les curricula vitae et résumés de l'expérience professionnelle) de tous les candidats ayant postulé, a été communiquée aux juges.

Les candidats présélectionnés sont (en ordre alphabétique)³ :

- a) M. Juan Pablo ALBÁN ALENCASTRO (Équateur)
- b) M. Amady BA (Sénégal)
- c) M^{me} Fidelma Teresa DONLON (Irlande)
- d) M. Luis Mariano HERMOSILLO SOSA (Mexique)
- e) M. Pouraogo Julien KOUDA (Burkina Faso)

¹ Ce nombre exclut les candidatures retirées par les candidats.

² La Présidence note qu'elle n'a pas reçu de candidatures répondant aux exigences de la part du groupe géographique de l'Europe orientale.

³ Dans les cas de double nationalité, l'État mentionné est celui où les candidats exercent leurs droits civiques et politiques et est ainsi considéré comme pertinent pour les fins de la représentation géographique.

- f) M^{me} Kate MACKINTOSH (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- g) M. Christian MAHR (Japon)
- h) M^{me} Gabrielle MCINTYRE (Australie)
- i) M^{me} Rosette MUZIGO-MORRISON (Ouganda)
- j) M. Ibrahim James PAM (Nigéria)
- k) M^{me} Marie Inger TUMA (Suède)
- l) M. Oswaldo ZAVALA GILER (Équateur)

Veuillez trouver ci-joint les curricula vitæ des candidats, les sommaires exécutifs de leurs expériences pertinentes, telles qu'indiquées par les candidats, de même qu'un aperçu statistique de la représentation des hommes et des femmes et de la représentation géographique.

Il est rappelé qu'en 2021, l'Assemblée a décidé de renforcer la participation des États Parties au processus d'élection du Greffier en 2023, notamment par l'introduction d'un processus de diligence raisonnable, ainsi que par la tenue de débats en table ronde avec les candidats et candidates, ouverts aux États Parties ainsi qu'à la société civile⁴. La Cour se réjouit de présenter ce processus d'élection en vertu de cette nouvelle procédure renforcée. Je vous serais reconnaissante de soumettre les noms des candidats présélectionnés à l'Assemblée des États Parties pour toutes recommandations éventuelles qu'elle souhaiterait faire, en vertu de l'article 43 du Statut et la règle 12 du Règlement.

Soyez informé que l'élection du Greffier aura lieu au début de 2023.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé)
Juge Piotr Hofmański

⁴ ICC-ASP/20/Res.4, 9 décembre 2021.

Appendice

Données statistiques relatives à la présélection des candidats pour le poste de Greffier de la Cour pénale internationale

A. Candidatures reçues : 88¹

Représentation		États Parties	États non Parties	Total
SEXE	Femmes	27 (30,7 %)	6 (6,8 %)	33 (37,5 %)
	Hommes	40 (45,5 %)	15 (17 %)	55 (62,5 %)
GROUPE	Afrique	37 (42 %)	3 (3,4 %)	40 (45,5 %)
	Asie-Pacifique	3 (3,4 %)	11 (12,5 %)	14 (15,9 %)
	Europe orientale	0	7 (8 %)	7 (8 %)
	GALC	7 (8 %)	0	7 (8 %)
	GEOA	20 (22,7 %)	0	20 (22,7 %)
	Total	67 (76,1 %)	21 (23,9 %)	88 (100 %) ²

B. Candidatures satisfaisant les exigences minimales : 45

Représentation		États Parties	États non Parties	Total
SEXE	Femmes	12 (26,7 %)	1 (2,2 %)	13 (28,9 %)
	Hommes	24 (53,3 %)	8 (17,7 %)	32 (71,1 %)
GROUPE	Afrique	19 (42,2 %)	2 (4,4 %)	21 (46,7 %)
	Asie-Pacifique	1 (2,2 %)	4 (8,9 %)	5 (11,1 %)
	Europe orientale	0	3 (6,7 %)	3 (6,7 %)
	GALC	4 (8,9 %)	0	12 (26,7 %)
	GEOA	12 (26,7 %)	0	4 (8,9 %)
	Total	36 (80 %)	9 (20 %)	45 (100 %) ²

C. Candidats présélectionnés : 12

Représentation		États Parties	États non Parties	Total
SEXE	Femmes	5 (41,7 %)	0	5 (41,7 %)
	Hommes	7 (58,3 %)	0	7 (58,3 %)
GROUPE	Afrique	4 (33,3 %)	0	4 (33,3 %)
	Asie-Pacifique	1 (8,3 %)	0	1 (8,3 %)
	Europe orientale	0	0	0
	GALC	3 (25,0 %)	0	3 (25,0 %)
	GEOA	4 (33,3 %)	0	4 (33,3 %)
	Total	12 (100 %)	0	12 (100 %) ²

¹ Sont exclues de ce chiffre les candidatures (5) retirées par les candidats.

² Additionnés, les pourcentages pour chacune des données peuvent donner un résultat total légèrement faussé en raison du principe d'arrondissement à la hausse.

Annexe II

Liste des candidats par ordre alphabétique

Sommaire

<i>Nom et nationalité</i>	<i>Page</i>
1. M. Juan Pablo ALBÁN ALENCASTRO (Équateur).....	7
2. M. Amady BA (Sénégal)	12
3. M ^{me} Fidelma Teresa DONLON (Irlande)	17
4. M. Luis Mariano HERMOSILLO SOSA (Mexique).....	19
5. M. Pouraogo Julien KOUDA (Burkina Faso).....	22
6. M ^{me} Kate MACKINTOSH (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	29
7. M ^{me} Gabrielle MCINTYRE (Australie)	33
8. M. Christian MAHR (Japon)	39
9. M ^{me} Rosette MUZIGO-MORRISON (Ouganda).....	41
10. M. Ibrahim James PAM (Nigéria)	46
11. M ^{me} Marie Inger TUMA (Suède).....	51
12. M. Oswaldo ZAVALA GILER (Équateur).....	53

Annexe III

Liste des candidats par ordre alphabétique avec énoncé de leurs qualifications

1. ALBÁN ALENCASTRO, Juan Pablo (Équateur)

Résumé analytique de l'expérience acquise

- Études : avocat (Université pontificale catholique de l'Équateur), mastère en droit international des droits de l'homme et candidat au doctorat (École de droit, Université Notre Dame).
- Réalisations professionnelles : 23 ans d'expérience comme chercheur et praticien en droit international, droit pénal et droits de l'homme. Actuellement professeur de droit et Directeur du système d'études clinique (École de droit, Université San Francisco de Quito). Ancien fonctionnaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Ancien membre du Conseil de la Magistrature de l'Équateur.
- Compétences et connaissances : Grande expérience de direction d'institutions juridiques et d'équipes moyennes et grandes. Esprit critique, grand sens de la communication et de l'organisation. Leader avéré, professionnel axé sur le service, compréhension approfondie des intérêts et besoins des parties prenantes devant les institutions internationales.
- Mandats : Expert étranger au sein de la Juridiction spéciale pour la Paix en Colombie et membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies.
- Affiliations : *American Society of International Law* et *Interamerican Institute on Criminal Policy*.

Exposé des qualifications

Études

- 2021 – 2022, Georg-August-Universität, Göttingen, Allemagne. Centre d'études de droit pénal et procédure pénale d'Amérique latine (CEDPAL), *IV German School of Criminal Sciences and German Criminal Dogmatics*.
- 2017 – 2022, Centre de droits civils et droits de l'homme, Université Notre Dame, Indiana, États-Unis. Doctorat en droit international des droits de l'homme (*Doctor of the Science of Law J.S.D. Candidate*). Dissertation en cours d'approbation.
- 2002 – 2003, Centre de droits civils et droits de l'homme, Université Notre Dame, Indiana, États-Unis. Mastère LL.M., droit international des droits de l'homme (*Magna Cum Laude*).
- 1992 – 1999, Université pontificale catholique de l'Équateur, École de droit, Quito, Équateur :
 - Avocat des tribunaux de la République de l'Équateur et Docteur en jurisprudence (équivalent J.D.).
 - Licence en sciences juridiques (équivalent LL.B.).

Expérience professionnelle

- Juin – octobre 2018, Conseil de la magistrature nationale pour la transition équatorienne : conseiller.
- Décembre 2010 – août 2017, Université San Francisco de Quito, École de droit :

- Directeur des Centres de droit d'intérêt public chargé des violations les plus graves des droits de l'homme et des crimes internationaux (août 2019 – présent).
- Ancien Directeur, Dispensaire d'aide juridique (décembre 2010 – août 2017).
- Juin 2003 – décembre 2010, Commission interaméricaine des droits de l'homme :
 - Coordonnateur de la Section régionale des Andes II (juillet 2009 – décembre 2010).
 - Agent des litiges devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme (décembre 2003 – août 2009).
 - Chef adjoint, bureaux Argentine et Pérou (juin 2003 – décembre 2003).
- Juillet 2001 – juin 2002, Commission interaméricaine des droits de l'homme : Conseil adjoint (*Fellow* "Rómulo Gallegos"), bureau Argentine.
- Mai 1999 – juillet 2001, Université pontificale catholique de l'Équateur, École de droit :
 - Directeur du dispensaire d'aide juridique pour les droits de l'homme (juillet 2000 – juillet 2001).
 - Coordonnateur de la Section du droit pénal du dispensaire d'aide juridique (mai 1999 – juillet 2001).
- Février 1998 – mai 1999, professionnel indépendant : litiges constitutionnels et criminels.
- Février 1997 – février 1998, Gouvernement et ministère de la Police : Conseiller au Vice-Ministre du Gouvernement.
- Juillet 1994 – juillet 1996, *Falconi Puig & Associates Attorneys at Law* : assistant juridique, section de la propriété intellectuelle.
- Août 1993 – juin 1994, *Quevedo & Ponce Attorneys at Law* : assistant juridique, section des litiges de contentieux administratif.

Expérience d'enseignement

- Février 2021 – présent, Université pontificale catholique de l'Équateur, École de droit : professeur en procédure pénale et théorie du crime et du châtement.
- Janvier 2018 – présent, Université nationale de San Martín (Argentine), Centre international des études politiques : professeur et membre de la Commission scientifique, droits de l'homme et démocratisation en Amérique latine et dans les Caraïbes, programme de maîtrise.
- Novembre 2016 – décembre 2016, Université catholique Pázmány Péter, faculté de droit et sciences politiques : programme de mobilité internationale Érasme, professeur invité, Expériences de l'Amérique latine en matière de poursuite de graves violations des droits de l'homme.
- Décembre 2010 – présent, Université San Francisco de Quito, École de droit :
 - Professeur titulaire de droit, cours de droit pénal, procédure constitutionnelle, droit international et droit des droits de l'homme.
 - Professeur, programmes de maîtrise, droit administratif et litiges internationaux.
- Décembre 2010 – présent, Université des Andes Simón Bolívar : professeur, programmes de maîtrise, droit constitutionnel et défense des droits de l'homme.

- Mai 2010 – mai 2013, Université catholique Santiago de Guayaquil, École de droit : professeur, programme de maîtrise, droit constitutionnel.
- Mai 1999 – juillet 2001, Université pontificale catholique de l'Équateur, École de droit : professeur, clinique de droit international, Introduction au droit, pratique du droit, études juridiques préparatoires, dispensaire d'aide juridique I et II.

Mandats

- Membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies, mandat 2021 – 2025. Nommé par mes collègues comme Rapporteur du Groupe de travail en septembre 2021.
- Expert étranger (*amicus curiae*) auprès des Chambres spécialisées de la Juridiction spéciale pour la Paix en Colombie, depuis décembre 2017.

Conférencier, consultant

Conférencier ou consultant invité auprès de diverses universités, institutions nationales publiques, organisations non-gouvernementales et organisations internationales, dont :

- Équateur : Université del Azuay, Université centrale de l'Équateur, Université pontificale catholique de l'Équateur, Université de Cuenca, Université spécialisée Espíritu Santo, Programme des Andes des droits de l'homme, Commission œcuménique des droits de l'homme CEDHU, Plateforme féministe équatorienne, Fondation régionale de conseils en droits de l'homme INREDH, PROJUSTICIA, Conseil national du système judiciaire, École des employés du Bureau du Procureur général de l'État, Bureau du défenseur du peuple.
- Allemagne : *Konrad Adenauer-Stiftung*, *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GIZ*.
- Argentine : Université nationale de Cuyo, Université nationale de San Martín.
- Bolivie : Université catholique de Cochabamba, Université catholique San Pablo de Bolivie, Université Salesiana, Fondation Tribune Constitutionnelle.
- Chili : Université Diego Portales.
- Colombie : Université Externado, Université des Andes, Police nationale de Colombie.
- États-Unis d'Amérique : Université Notre Dame, École de droit ; Université Cornell, École de droit ; Université American, Département des langues et des études étrangères ; Université du Texas, Centre Rapoport pour les droits de l'homme et la justice ; *East West Management Institute* (EWMI) ; *Western Hemisphere Institute for Security Cooperation* (WHINSEC).
- France : Coopération de la France, Délégation régionale pour les pays andins.
- Liban : Université Saint Joseph, ministère de la Justice.
- Mexique : Institut technologique des études supérieures de l'Occident ITESO, Article 19, Cour suprême de justice nationale, Institut du système judiciaire fédéral, Bureau du Procureur général de la République, Chambre fédérale des députés des États-Unis mexicains.
- Norvège : Conseil norvégien pour les réfugiés.
- Paraguay : Cour suprême de justice du Paraguay.
- Pérou : Université pontificale catholique du Pérou, Collège des Avocats de Lima.

- République dominicaine : Université Iberoamericana, École nationale du système judiciaire de la République dominicaine.
- Suisse : Service international pour les droits de l’homme.
- Venezuela : Université catholique Andrés Bello.
- Organes internationaux : Institut interaméricain des droits de l’homme, UNICEF, UNIFEM, UNHCR, Cour interaméricaine des droits de l’homme, Organisation interaméricaine pour les études supérieures.

Publications (liste complète fournie sur demande)

- *Unfinished business? Dealing with the complicity of entrepreneurs in the crimes of the military dictatorship in Argentina* (mémoire de recherche, mai 2018), <https://bit.ly/2tbpGih>.
- Chapitre de livre : *Regulación de internet y derechos digitales en Ecuador*, Juan Pablo Albán Alencastro et al., Editorial USFQ, 2016, ISBN : 978-9978-68-097-1.
- *Sacramentar el abuso*, GKCity Magazine, 13 mai 2018, <https://gk.city/2018/05/13/iglesia-abuso-sexual/>.
- *El derecho a tener derechos*, Plan V Magazine, 12 octobre 2017, <http://www.planv.com.ec/ideas/ideas/el-derecho-tener-derechos>.
- *Los límites jurídicos al uso de la fuerza por parte de la Policía*, Defensa y Justicia, no. 19, *Law Journal of the Public Prosecutor’s Office*, <http://www.defensayjusticia.gob.ec/dyj/?p=1873>.
- *¿Qué es un delito de lesa humanidad?*, La República, 30 novembre 2015, <https://www.larepublica.ec/blog/2015/11/30/que-es-un-delito-de-lesa-humanidad/>.

Témoign expert

Cour interaméricaine des droits de l’homme (4 fois), Cour permanente d’arbitrage, *International Centre for Dispute Resolution* (États-Unis), *Westminster Magistrates’ Court* (Royaume-Uni), *United States District Court for the Southern District of New York*, *United States District Court for the Northern District of California*, *United States District Court for the Southern District of Texas* (deux fois).

Prix et honneurs

- Institut Kellogg pour les études internationales, *Doctoral Affiliate* (Université Notre Dame) depuis septembre 2017.
- Centre Klau pour les droits civils et droits de l’homme, *Doctoral Fellow* (Université Notre Dame) depuis avril 2017.
- Prix “Jorge Zavala Baquerizo”, Fédération équatorienne du barreau, janvier 2016.
- Président de l’*Inter-American Human Rights Moot Court Participants Association*, 2006-2008.
- Centre pour les droits civils et droits de l’homme, bourse LL.M., Université Notre Dame, mai 2002 – mai 2003.
- *Fellow* “Rómulo Gallegos”, Commission interaméricaine des droits de l’homme, juin 2001 – mai 2002.

Adhésions

- Membre associé international de l'*American Bar Association* depuis août 2021.
- Membre du *Free Journalists Network* depuis septembre 2020, <https://periodistaslibres.com/>.
- Membre du comité consultatif international de rédaction du *Global Campus Human Rights Journal* depuis septembre 2018, <https://repository.gchumanrights.org/handle/20.500.11825/29>.
- Membre de l'*American Society of International Law* (ASIL) depuis août 2018.
- Membre de l'*Inter American Criminal Policy Institute*, Mexique, depuis mars 2011.
- Membre de l'Association du barreau de Quito et de la Fédération équatorienne du barreau depuis mai 1999.

Langues

- Espagnol : langue maternelle.
- Anglais : avancé.
- Français : niveau intermédiaire.

2. BA, Amady (Sénégal)

Résumé analytique de l'expérience acquise

M. Ba est un juge avec plus de 37 ans de pratique judiciaire, une vaste expérience en gestion et administration de tribunaux, en collecte de fonds, en gestion des budgets et des ressources humaines et en établissement de cadres de coopération pour les enquêtes, poursuites et activités judiciaires. Il possède une compréhension approfondie du Greffe de la Cour pénale internationale et d'autres organes de la Cour et du système du Statut de Rome dans son ensemble.

Président des chambres pénale, civile et commerciale de la Cour d'appel du Sénégal, Directeur des centres de formation des juges aux échelons national et régional, Chef du Service de langue française chargé de la formation et de l'assistance technique et Conseiller juridique principal de l'Organisation internationale de droit du développement (IDLO), et Chef de la Section de la coopération internationale du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, M. Ba a des compétences avérées en gestion de budgets et de grandes équipes d'employés et d'entrepreneurs, d'équipements et d'installations sous sa responsabilité directe.

Grâce à son expérience de quelques 15 ans à la Cour pénale internationale comme Chef de la Section de la coopération internationale du Bureau du Procureur, il comprend parfaitement l'importance et l'ampleur des tâches qu'incombent au Greffier de la Cour. M. Ba a toujours intégré sa vision de la coopération dans le cadre de la mission globale de la Cour – cette Cour unique – et, dans cet esprit, il a travaillé main dans la main avec le Greffe dans le cadre des activités liées à la coopération, non seulement à l'échelon du Siège mais également sur le terrain, avec les bureaux de la Cour dans les pays de situation.

M. Ba supervise la représentation du Bureau du Procureur dans diverses initiatives inter-organes, y compris l'arrestation et la remise de suspects de la Cour, les réunions de l'AÉP, les réunions de coopération régionales de la Cour et autres événements importants, et les initiatives de renforcement des capacités, y compris en mobilisant des ressources de partenaires non seulement pour la Cour mais aussi pour des initiatives entreprises par les administrations nationales.

Enfin, M. Ba est un diplomate et négociateur aguerri, ayant conclu plusieurs ententes de coopération avec les États, notamment pour obtenir des budgets, des ressources et une aide opérationnelle, ainsi qu'avec des organisations internationales, groupes de la société civile et groupes privés. L'expérience de M. Ba, accumulée au fil de ses travaux et interactions avec l'Assemblée des États Parties (AÉP) et ses organes subsidiaires, notamment dans le cadre du processus de préparation du budget annuel du Bureau du Procureur et interactions connexes avec le Comité du budget et des finances de l'AÉP, sa familiarité avec le système du Statut de Rome, étoffent sa qualification pour le poste de Greffier de la Cour.

Exposé des qualifications

Expérience professionnelle

- Mars 2008 – présent : Chef de la Section de la coopération internationale du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale :
- À compter de 2008 et jusqu'à la restructuration du Bureau du Procureur en 2021, M. Ba a été membre du Comité exécutif du Bureau du Procureur ("EXCOM"), l'organe alors chargé d'aider et de conseiller le Procureur quant à la gestion quotidienne du Bureau et à la prise de décisions stratégiques et opérationnelles.
- Contrôle la représentation du Bureau du Procureur dans diverses initiatives inter-organes, y compris pour l'arrestation et la remise de suspects de la Cour, les réunions de l'AÉP, les réunions de coopération régionales de la Cour et autres événements

importants, et les initiatives de renforcement des capacités, y compris en mobilisant des ressources de partenaires non seulement pour la Cour mais aussi pour des initiatives entreprises par les administrations nationales.

- Contrôle l'utilisation des fonds attribués aux missions de coopération et, à cet égard, a créé des mécanismes de gestion et suivi stricts des ressources et fonds alloués aux activités de coopération, y compris pour les initiatives de formation et de renforcement des capacités entreprises par les tribunaux nationaux.
- Supervise et guide les conseillers pour la coopération chargés des situations sous enquête, notamment pour ce qui est de la négociation et de la conclusion d'ententes de coopération avec les États, les Nations Unies et ses agences, les organisations internationales et régionales, ainsi que les organisations non-gouvernementales, tout en assurant leur exécution, dans le cadre des activités quotidiennes du Bureau.
- Fournit des conseils de gestion généraux et stratégiques sur des questions complexes de coopération entre le Bureau et divers acteurs, conformément au régime juridique de la Cour et aux directives du Procureur.
- Supervise le travail de coopération internationale du Bureau des relations extérieures, dont certains aspects de coopération judiciaire, de relations extérieures et de conseils juridiques, ainsi que les activités du personnel administratif.
- Développe et supervise un réseau étendu de partenaires pour faciliter les travaux d'enquête et de poursuite du Bureau grâce à la coopération de ceux-ci : États Parties et États non parties au Statut de Rome de la Cour, organisations internationales et régionales comme l'Union africaine, l'Union européenne, l'Organisation des États américains et organisations non-gouvernementales.
- Dirige divers groupes de travail du Bureau du Procureur, dont le Groupe de travail (créé par le Procureur en 2014) pour élaborer et exécuter des stratégies et actions pour la coopération avec l'Union africaine et d'autres organes régionaux africains, le Groupe de travail du Bureau du Procureur sur les crimes sexuels et à caractère sexiste et les crimes commis contre les enfants, et le Groupe de travail sur la protection de la propriété culturelle dans le cadre légal du Statut de Rome.
- À titre d'expert en formation judiciaire, lance, organise, dirige et évalue, dans un cadre inter-organes, des formations régionales de juges, procureurs, avocats et autres professionnels judiciaires sur les poursuites de crimes internationaux dans le cadre du mandat et des activités du Bureau du Procureur. Certaines de ces formations régionales ont eu lieu au Sénégal (décembre 2009), au Cameroun (octobre 2010), en Tunisie (octobre 2011) et au Mali (2015 et 2017).
- Contrôle la conformité aux mesures de gestion du risque de sécurité des Nations Unies et de la Cour, ainsi qu'aux protocoles de sécurité, dans la planification des missions des conseillers en coopération dans toutes les situations faisant l'objet d'une enquête par le Bureau du Procureur. Contrôle la conduite des relations diplomatiques du Bureau du Procureur en assurant une excellente communication avec les partenaires externes, certains desquels reçoivent des centaines de demandes de coopération et notifications des bureaux de missions par année ; coordonne la transmission de divers documents confidentiels du Bureau du Procureur à ses partenaires externes.
- Supervise le régime de coopération et le processus d'échange d'information et de preuves entre le Bureau du Procureur et les administrations nationales et internationales en vue de favoriser la poursuite de crimes internationaux et des crimes les plus graves par ces organes judiciaires, conformément à l'objectif stratégique 6 du Bureau (contribuer au renforcement des capacités des tribunaux nationaux).

- Octobre 2002 – mars 2008 : Chef du Service francophone chargé de la formation et de l'assistance technique, conseiller juridique principal, Organisation internationale de droit du développement (IDLO), Rome, Italie :
 - Supervisé une équipe de conseillers juridiques d'expérience responsable notamment de la préparation des rapports d'activité du Service à l'intention du Directeur général du Conseil de direction et des États Parties, et géré les ressources financières allouées aux programmes du Service.
 - Négocié l'obtention de fonds des États Parties et autres partenaires pour l'exécution des programmes.
 - Supervisé les activités du Service concernant l'analyse des besoins et l'élaboration de programmes de formation sur l'assistance juridique et technique, la règle du droit et la bonne gouvernance, à l'intention d'une douzaine de pays de situation sous-développés, en transition ou en situation post-conflit, assortis d'objectifs pédagogiques et d'une évaluation de leur exécution dans le respect des échéances.
 - Élaboré des programmes de formation visant à réformer et renforcer les lois et institutions judiciaires, promouvoir la dignité et les possibilités économiques tel que mandaté par un réseau d'associations regroupant plus de 18 000 professionnels juridiques (juges, procureurs, avocats, gouvernements et avocats de la société civile) dans une quarantaine d'États membres de l'IDLO.
 - Cerné les besoins, proposé et dirigé des programmes de formation judiciaire à l'intention de juges du Mali, du Burkina Faso, du Bénin, de Congo Brazzaville, de la République démocratique du Congo, de la Mauritanie, du Tchad, de la Bosnie-Herzégovine, de l'Afghanistan et du Niger, et exécuté des programmes de formation pour les juges dans ces pays.
 - Développé et entretenu des relations avec les gouvernements de divers pays et aidé à créer des écoles de formation judiciaire en Haïti, en Afghanistan, en Guinée et en Bosnie-Herzégovine tout en fomentant un partenariat fort entre la France, le Canada, l'Italie, les États-Unis, la Banque mondiale, le PNUD, l'Organisation internationale de la Francophonie et les États membres de l'IDLO.
- Octobre 1997 – septembre 2002 : Directeur du Centre de formation judiciaire du Sénégal ou Centre de formation régionale pour les pays de langue française, Dakar, Sénégal :
 - Géré et supervisé le Centre et formé plus de 292 juges, dont 97 de pays voisins de langue française, ainsi que 120 greffiers.
 - Lancé un projet pour élaborer et exécuter un programme de formation continue pour les juges et procureurs sénégalais, avec l'appui financier du ministre de la Justice du Sénégal, du Gouvernement de France et d'autres partenaires financiers et techniques.
 - Mis en place des mesures pour assurer la gestion transparente et responsable du Centre et de ses fonds, et assuré la coordination par des rapports réguliers au Conseil de direction et autres mécanismes de contrôle.
 - Négocié et mis en place un partenariat entre le Centre et d'autres écoles poursuivant la même mission en Guinée, au Burkina Faso, au Bénin et en France (École nationale de la magistrature de Bordeaux et son département international à Paris, ainsi que l'École nationale des greffiers de Dijon).
 - Négocié plusieurs ententes de coopération technique et financière à l'appui de la justice et de la formation judiciaire dans des pays en développement avec l'aide des partenaires suivants, entre autres : ministère des Affaires étrangères et de la Justice de France, USAID, ministère des Affaires étrangères des États-Unis (ambassade de

Dakar), ambassades canadienne, italienne, belge et japonaise au Sénégal, UNICEF, UNIFEM, UEMOA, OHADA.

- Octobre 1998 – septembre 2002 : membre de l'unité d'experts appuyant le ministre de la Justice de Guinée (Coopération Sud-Sud) :
 - Proposé par le Sénégal et sélectionné par le Gouvernement de Guinée, à titre d'expert en projets de réforme judiciaire, participé à la création du Centre national de formation des juges de Guinée.
 - Aidé à rédiger des projets de réforme pour le ministère de la Justice de Guinée et créé des programmes de formation pour les juges, procureurs et greffiers et aidé à rédiger des lois sur le rôle, les fonctions et l'indépendance des acteurs judiciaires dans le système judiciaire guinéen.
 - Cerné et établi des mécanismes et procédures pour la gestion de personnel et vérificateurs et rédigé des directives et pratiques exemplaires pour la gestion de questions judiciaires.
 - Proposé une initiative pour l'évaluation de la performance de la magistrature fondée sur le respect de la formation judiciaire, la responsabilité judiciaire et l'indépendance de la magistrature ; grâce à la sélection du PNUD, créé un programme de formation continue pour les procureurs, juges et autres membres de l'appareil judiciaire de 18 États africains dans divers domaines : droit commercial, règles financières et économiques, techniques d'enquêtes et de poursuites, coordination générale.
- Août 1992 – septembre 1997 : Président, chambres criminelle, civile puis commerciale de la Cour d'appel de Dakar :
 - Préparé les audiences sur la base des dossiers reçus des juges d'enquête et conduit les audiences de façon indépendante et impartiale.
 - Émis des mandats d'arrêt et assignations à comparaître, écouté les victimes, les témoins et leurs avocats dans la plus stricte conformité avec les principes des droits de la défense et du procès équitable.
 - Assuré le fonctionnement de la Cour, dont gestion du personnel et exécution du budget alloué à la cour.
- Mars 1985 – juillet 1992 : juge d'enquête, cours départementales de Rufisque et Diourbel, juridiction de la Cour d'appel de Dakar :
 - Assumé les fonctions suivantes : réception des plaintes, dénonciations et réquisitions du Bureau du Procureur public ; enquête d'infractions pénales, collecte de preuves par l'audience des parties civiles et la confrontation des témoins ; exécution de perquisitions, visite des scènes de crimes ; compilation de dossiers criminels et partage avec les Chambres, selon le cas. Après l'émission d'une assignation à comparaître, émission d'un mandat d'arrêt au besoin ; exécution de centaines d'enquêtes criminelles ou délictuelles closes par diverses ordonnances motivées, rejet total ou partiel selon la preuve recueillie et partagée avec la poursuite, les avocats des parties et de façon contradictoire ; renvoi des accusés aux Chambres en vue d'un procès criminel équitable et indépendant.

Études et formation professionnelle

- Diplôme en droit, Faculté de droit et d'économie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal (1982).

- Mastère en droit, Faculté de droit et d'économie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal (1983).
- Diplôme de magistrat, École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), Dakar, Sénégal (1985).

Études continues

M. Ba a suivi des formations judiciaires continues et d'autres programmes de formation, dont : entre 1992 et 1997, à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux, Département international à Paris (France), ainsi qu'au sein d'autres administrations nationales en France. En 1992, à l'École nationale d'administration publique du Québec (Canada) comme formateur judiciaire ; entre 1998 et 2002, à l'Organisation internationale de droit du développement (IDLO) à Rome (Italie) ; et en 2002, au *National Centre for Legal Studies*, à Reno (Nevada, États-Unis).

Prix

- Chevalier de l'Ordre du Mérite, 10 mars 1997, Dakar, Sénégal.
- Chevalier de l'Ordre du Lion, 28 mars 2001, Dakar, Sénégal.
- Prix Gender, 8 mars 2008, 8 mars 2012, Association des Femmes Juristes (AFJ), Dakar, Sénégal.
- Officier de l'Ordre du Lion, 25 avril 2014, Dakar, Sénégal.
- Chevalier de la Légion d'Honneur Française, 17 octobre 2017.

3. DONLON, Fidelma Teresa (Irlande)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Ma carrière dans le domaine de la justice pénale internationale, et mon engagement indéfectible à cet égard, me portent à présenter ma candidature aux fonctions de Greffier de la Cour pénale internationale. Ayant été Greffier du *Kosovo Specialist Chambers* (KSC) et, auparavant, Greffier adjoint du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) et des *Bosnian War Crimes Chambers* (Chambres BiH), j'estime que mon expérience et mes compétences me permettront d'apporter une contribution effective à la Cour.

Comme Greffier du KSC, j'ai imprimé une vision à l'équipe du Greffe en examinant attentivement les besoins et attentes des juges et des parties prenantes. Je m'attache à fournir des services de grande qualité pour aider les juges à tenir des procès équitables et impartiaux et à assurer la sécurité des témoins et des victimes. J'inculque les valeurs de respect mutuel et de travail d'équipe en milieu de travail tout en assurant la saine gestion financière des budgets.

Je dirige avec succès des équipes diversifiées et conçois et administre des services qui assurent la tenue fluide d'audiences complexes. La grande expérience que je contribuerai à ce rôle inclut la gestion de quartiers pénitentiaires, de régimes d'aide judiciaire, du système de nomination de conseils de la défense et des victimes, l'exécution d'un programme de protection des témoins efficace et la gestion des salles d'audience et des services linguistiques. Je gère également la préparation et mise à jour de documents réglementaires et procéduraux, dont : règlement sur l'aide financière, règles et règlement sur la détention, directives pratiques sur les dossiers et dépôts de documents, traduction et interprétation, et gestion de l'information et des dossiers.

J'ai supervisé l'élaboration du Règlement du personnel et du Code de conduite du KSC et représenté le KSC dans le cadre de procédures d'appel du personnel. Je promeus activement un milieu de travail sûr et inclusif, les activités de parité hommes-femmes et le travail du point focal pour le genre. Championne internationale pour le genre, je suis fière de dire que le KSC a atteint la parité hommes-femmes au niveau des postes d'expert et de direction et fourni une formation anti-harcèlement à presque tout le personnel.

Ayant piloté le développement organisationnel du KSC et des Chambres BiH, et conçu le TSSL résiduel, j'ai acquis des connaissances approfondies de chaque aspect des activités d'un Greffe. Ma capacité de conseiller le personnel et de cerner les risques et d'élaborer des stratégies d'atténuation est rehaussée par ces connaissances. J'évalue régulièrement les activités du Greffe pour assurer la prestation en temps opportun de services de qualité et d'améliorations. Avant le début de tout procès, je supervise la mise au point et mise en fonction du système de gestion électronique des salles d'audience du KSC, le *Legal Workflow*. Une fois les procès en route, je recueille les impressions de tous les utilisateurs pour améliorer le système afin de faciliter la divulgation de la preuve et la gestion des dossiers.

Parmi mes réalisations, il faut compter une saine collecte de fonds et gestion budgétaire. Comme Greffier du KSC, je signe les accords de subvention pour la Cour. Je contrôle l'application cohérente des règles financières et des processus d'audit interne et externe. J'assure la bonne gestion financière du budget biennal, de 115 739 000 euros. Tout au long de ma carrière, j'ai noué et géré des relations productives avec les États et d'autres parties prenantes. Je coordonne le processus budgétaire du KSC avec la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne. J'ai coordonné des conférences internationales de donateurs, obtenant ainsi 27 000 000 euros en dons volontaires des États pour financer les Chambres BiH. Je gère les affaires de l'État hôte pour le compte du KSC et coordonne des séances régulières de rapport et d'information aux États membres de l'UE et aux États contributeurs tiers.

En vue d'optimiser la gestion des ressources, j'établis des priorités stratégiques et je donne des directives claires sur les objectifs organisationnels aux Chefs de divisions et

d'unités. En vue de respecter les échéances serrées et l'évolution des besoins d'affaires dans cet environnement dynamique, je collabore avec la haute direction afin de garantir l'attribution des ressources, ce qui inclut de gérer la mobilité du personnel. Tout au long de la COVID-19, j'ai maintenu la continuité des activités du KSC. J'ai supervisé l'exécution de services de sécurité, de technologie de l'information et de maints autres services de façon que huit accusés ont pu être transférés à la Cour en toute sécurité, et des audiences ont pu être entamées.

En participant à des événements avec des communautés touchées en Bosnie-Herzégovine, en Sierra Leone et au Kosovo, j'ai acquis de précieuses connaissances qui me permettent de mettre en œuvre des stratégies de communication efficaces. J'ai facilité la mise en place du Réseau d'information de la Cour du KSC, un groupe d'organisations régionales de la société civile qui fournit régulièrement au KSC de la rétroaction sur ses programmes de sensibilisation. Ce dialogue en continu avec les ONG me permet de choisir la meilleure approche de communication et d'adapter les messages pour favoriser une meilleure compréhension de la procédure judiciaire.

Mes études doctorales et présentations dans le cadre de conférences sur la responsabilité pour les crimes les plus graves me fournissent en continu des occasions de parler du travail vital de la Cour tout en réfléchissant aux meilleurs moyens de communiquer ses messages à l'avenir.

J'estime que ma qualification, expérience professionnelle et compétences font de moi la candidate idéale au rôle de principale administratrice. Ce serait un privilège de servir comme chef du Greffe de la Cour, de poursuivre les progrès réalisés jusqu'ici, et de mener le personnel du Greffe de façon à fournir des services de la plus grande qualité à l'appui des juges de la Cour et des poursuites des crimes les plus graves concernant l'ensemble de l'humanité.

Exposé des qualifications

Expérience professionnelle

- Avril 2016 – présent : Greffier, *Kosovo Specialist Chambers* (KSC). Responsable de l'administration et du service du *Kosovo Specialist Chambers*. Responsabilités clés :
 - Service de la Cour :
 - Assurer l'exécution des décisions et ordonnances judiciaires et présenter des soumissions à la Cour, soit au besoin soit sur l'ordre d'un Panel. Superviser la fourniture effective de tous les services nécessaires à la tenue d'audiences simultanées pour quatre affaires différentes. Transférer les suspects et accusés à La Haye. Représenter la Cour dans le cadre de procédures d'appel du personnel.
 - Gérer et exécuter un programme de protection des témoins efficace. Gérer le quartier pénitentiaire et les visites supervisées des détenus au Kosovo.
 - Désigner les conseils spécialisés de la défense et des victimes. Attribuer l'aide juridique et calculer les coûts d'aide juridique.
 - Superviser l'amélioration du système de gestion des salles d'audience *Legal Workflow* et contrôler la fonction de gouvernance d'information de la Cour pour assurer la sécurité des dossiers et archives.
 - Gestion du financement et du budget :
 - Signer les ententes de subvention au nom de la Cour. Assurer que la planification budgétaire, transparente, cadre avec les plans stratégiques. Contrôler l'application cohérente des règles financières et la saine gestion financière du budget biennal,

de 115 793 000 euros. Coordonner le processus budgétaire avec la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne.

- Adopter un plan d'audit interne annuel et contrôler le processus d'audit externe. Collecter des fonds pour le programme de rayonnement de la Cour.
- Documents réglementaires et procéduraux :
 - Diriger la préparation et mise à jour des documents réglementaires et procéduraux, dont le règlement sur l'aide financière, la directive sur l'attribution des conseils, les règles et le règlement sur la détention, les conseils pratiques sur les dossiers et dépôts de documents, la traduction et l'interprétation et la gestion de l'information et des dossiers. Adopté le Règlement du personnel et le Code de conduite.
- Gestion et culture :
 - Définir les priorités stratégiques et donner des directives claires sur les objectifs organisationnels aux Chefs des unités et bureaux du Greffe pour assurer que les objectifs du personnel sont bien alignés sur les objectifs. Contrôler les processus d'évaluation et d'amélioration du rendement du personnel, ainsi que la mobilité interne du personnel et la coopération avec les autres tribunaux.
 - Mettre en œuvre des stratégies tous-azimuts de parité hommes-femmes pour favoriser l'égalité entre les sexes et appuyer le travail du point focal pour le genre. Appliquer la Stratégie anti-harcèlement, assurer la formation anti-harcèlement et anti-préjugés inconscients pour chacun des 269 employés. Entretenir la communication avec le personnel pour communiquer les objectifs, les réalisations et l'appréciation organisationnels.
- Administration :
 - Assurer la sécurité et la continuité des activités sans failles en contrôlant la mise en œuvre de services efficaces de technologie de l'information, d'approvisionnement, de sécurité, de finances, de ressources humaines, de gestion des installations et de règles COVID-19. Harmoniser les services administratifs avec le Bureau du Procureur spécial (SPO).
- Activités extérieures :
 - Gérer l'évolution de la stratégie de communication et du programme de rayonnement en parallèle avec les audiences. Mettre en place et entretenir un système de communication bidirectionnel avec le Réseau d'information de la Cour des organisations régionales de la société civile. Participer à des événements de rayonnement.
 - Assurer la liaison avec la Mission de la règle de droit de l'UE au Kosovo et d'autres organisations internationales, au besoin. Négocier des ententes de coopération avec les États et autres organisations.
- Affaires de l'État hôte et rapport à celui-ci :
 - Gérer les affaires de l'État hôte pour le KSC et le SPO. Coordonner des séances régulières de rapport et d'information aux États membres de l'UE et États contributeurs tiers.
- Novembre 2014 – mars 2016 : Chef de l'équipe de planification de la Cour KSC. Mené, supervisé et géré chaque aspect des travaux l'équipe de planification de la Cour. Coordonné avec la Commission européenne, le Service européen pour l'action extérieure, le Royaume des Pays-Bas. Responsabilités clés :

- Planification et développement organisationnels :
 - Conçu les plans organisationnels, calendriers et cadre réglementaire pour la création et le fonctionnement du KSC. Géré 17 employés et dirigé l'exécution des plans.
 - Contrôlé la préparation du règlement du personnel, du code de conduite et des procédures disciplinaires. Assuré la continuité des activités en gérant la transition opportune et effective de l'équipe de planification de la Cour et du Groupe d'enquête spécial au KSC et au SPO.
- Développement judiciaire :
 - Participé aux négociations pour le développement du cadre légal et administratif du KSC au Kosovo, en UE et aux Pays-Bas, y compris les négociations sur l'entente avec l'État hôte et l'Entente avec les Pays-Bas sur les locaux du KSC.
- Gestion du financement et du budget :
 - Élaboré le plan financier quinquennal initial du KSC avalisé par les États membres de l'UE. Rédigé le Plan opérationnel du KSC pour adoption par les États membres de l'UE.
- Juin 2010 – décembre 2013 : Greffier adjoint, Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL). Tel que mandaté par le Greffier, géré les activités du Greffe. Pendant le procès de l'ancien Président du Liberia, 192 personnes travaillaient au Greffe. Responsabilités clés :
 - Service de la Cour :
 - Sous la supervision du Greffier, assuré la gestion des services d'appui judiciaire de la Cour conformément au Statut du TSSL, au Règlement de procédure et de preuve, aux décisions judiciaires et aux directives des juges.
 - Administration :
 - Aidé le Greffier pour ce qui est de la planification et de l'exécution des activités d'appui administratif et logistique du TSSL et géré d'autres dossiers du Greffe délégués par le Greffier.
 - Planification et développement organisationnels :
 - Conseillé le Greffier sur des questions politiques et juridiques concernant le TSSL, en particulier pour ce qui est de l'établissement du Tribunal résiduel spécial pour la Sierra Leone et la conclusion et transition du TSSL au Tribunal résiduel.
 - Activités extérieures :
 - Aidé le Greffier à collecter des fonds et représenté le Greffier sur demande. Participé à des événements diplomatiques, forums de la société civile et événements de rayonnement partout en Sierra Leone.

- Août 2006 – mai 2010 : Ph.D., Université nationale d'Irlande / consultante indépendante.
- Ph.D. en droit :
 - *The Completion Strategies of the International Criminal Tribunals : The Former Yugoslavia, Rwanda and Sierra Leone. Lessons for Complementarity and Prosecuting of Crimes by National Courts.*
- Consultante, affaires résiduelles, Tribunal spécial pour la Sierra Leone :
 - Mené des discussions parmi les organes internes du TSSL, les parties prenantes nationales (dont membres du Gouvernement de Sierra Leone), les représentants des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR), le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies, le groupe de travail du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les fonctions résiduelles des tribunaux ad hoc, la Cour pénale internationale et les organisations de la société civile internationales et nationales.
 - Conçu et planifié le cadre légal, le mandat, la dotation et le budget provisoire pour le TSSL résiduel. Coordonné et rédigé les rapports *The Residual Functions and Residual Institution Options of the Special Court* et *The Residual Institution Options of the Special Court – a Response to Queries raised by the Management Committee and Government of Sierra Leone.*
- Commission européenne, projet *Armed Conflicts, Peacekeeping, Transnational Justice : Law as Solution – ATLAS.*
 - Évalué le travail des missions de l'UE en Bosnie-Herzégovine pour la promotion des droits de l'homme, de la règle du droit et de l'égalité entre les sexes conformément à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Rédigé le Rapport consultatif et Recommandations sur l'intégration d'une composante de droits de l'homme et de parité hommes-femmes dans l'opération militaire de l'UE (EUFOR-Althea) et dans la mission de la police de l'UE en Bosnie (EUPM).
- Janvier 2005 – juillet 2006 : Greffier adjoint des Chambres pour les Crimes de guerre, Crime organisé et Corruption de la Cour de Bosnie-Herzégovine (Chambres pour les Crimes de guerre). Sous la supervision du Greffier, géré 120 employés de divers pays, responsables de l'administration des Chambres pour les Crimes de guerre, et fourniture de tous les services de la Cour. Supervisé le transfert des premiers accusés du TPIY aux Chambres pour les Crimes de guerre et appuyé les audiences. Entre 2005 et 2008, 48 affaires ont été entendues par les Chambres pour les Crimes de guerre. Responsabilités clés :
 - Service de la Cour :
 - Géré et supervisé l'Unité de l'administration de la Cour, l'Unité des services linguistiques, l'Unité d'appui et de protection des témoins, the l'Unité de détention et la Section d'appui à la défense criminelle, pour assurer un service efficace à l'appui des audiences.
 - Administration :
 - Coordonné la fourniture efficace de services de sécurité, de technologie de l'information, d'approvisionnement, de finances, de ressources humaines et de gestion des installations.

- Gestion du financement et du budget :
 - Supervisé l'élaboration du plan budgétaire quinquennal conjoint du Gouvernement de Bosnie et des donateurs internationaux. En coopération avec le Gouvernement de Bosnie et la Commission européenne, préparé et géré la Conférence 2006 des donateurs internationaux pour obtenir du financement pour les Chambres pour les Crimes de guerre.
 - Géré les relations avec 16 gouvernements donateurs, la Commission européenne et les organisations internationales.
- Mai 2001 – décembre 2004 : Chef/Chef adjoint de l'Unité des enquêtes criminelles et de la réforme du ministère public (CIPRU) / Bureau du Haut Représentant (OHR), Bosnie-Herzégovine. Mené et supervisé 25 employés pour planifier et créer les Chambres pour les Crimes de guerre hybrides. Responsable de la gestion du CIPRU et du développement des services du Greffe pour aider les juges à conduire les poursuites pour crimes de guerre et permettre au TPIY de transférer 10 accusés. Responsabilités clés :
 - Planification et développement organisationnels :
 - Participé aux négociations avec le TPIY pour conclure l'accord conjoint sur la création des Chambres pour les Crimes de guerre.
 - Établi les plans organisationnels stratégiques et calendriers pour le fonctionnement des Chambres.
 - Contrôlé les travaux de plusieurs groupes de travail OHR-TPIY chargés de la préparation du transfert d'accusés, d'affaires et de preuves.
 - Gestion et transfert des connaissances :
 - Élaboré un plan de dotation stratégique incluant le transfert des connaissances et des formations en vue de remplacer les juges, procureurs, conseils de la défense, et employés de la protection des témoins et du Greffe internationaux par du personnel bosniaque et ce, sur un horizon de cinq ans.
 - Développement juridique :
 - Coordonné, avec le ministère de la Justice bosniaque, la rédaction de lois portant création des Chambres, et l'Entente entre le Haut Représentant et la Présidence bosniaque portant création du Greffe comme organisation internationale d'administration des Chambres. Conclu des ententes de coopération avec la Police bosniaque et le Service de Prison. Supervisé la préparation de la réglementation interne des Chambres.
- Gestion du financement et du budget :
 - Élaboré le plan d'exécution et le budget des Chambres. Préparé la Conférence 2003 des donateurs internationaux pour obtenir 38 millions d'euros à l'appui des Chambres pour les Crimes de guerre.
- Janvier 1999 – avril 2001 : Chef de la Section des droits de l'homme, Bureau du Haut Représentant (OHR), Bosnie-Herzégovine. Géré et supervisé le travail du personnel de la Section des droits de l'homme. Présidé un groupe de travail multi-agences des droits de l'homme. Surveillé des affaires de crimes de guerre et de violations graves des droits de l'homme et intervenu auprès des autorités nationales. Préparé des rapports analytiques pour inclusion dans les Rapports trimestriels sur les droits de l'homme.

- Juin 1995 – décembre 1998 : avocate, cabinet Eugene Davy, Irlande. Acquis une connaissance approfondie du droit national et des procès de District, de Circuit et de Cour haute. Géré les consultations avec les clients et développé des compétences en négociation et défense grâce aux plaidoiries en cour et à la négociation d'ententes à l'amiable.

Publications, conférences clés

- Articles, chapitres de livres :
 - *Dakar Guidelines on the Establishment of Hybrid Courts* (2019) – membre de l'équipe de rédaction et participante au *London School of Economics and Political Science and Wayamo Foundation Hybrid Justice Project* pour évaluer l'impact des cours hybrides sur les États et pays en transition.
 - *The Transition of Residual Functions from the Special Court to the Residual Special Court for Sierra Leone, Challenges and Lessons Learned for other Tribunals* (*Journal of International Criminal Justice*, 2013).
 - *Positive Complementarity in Practice: ICTY Rule 11bis and Use of the Tribunals' Evidence in the Srebrenica Trials before the Bosnian War Crimes Chamber*, Prof. Stahn C., Dr. El Zeidy M. (Eds.), *The International Criminal Court and Complementarity: From Theory to Practice* (Cambridge University Press, 2011).
 - *The Judicial Role in the Definition and Implementation of the Completion Strategies of the International Criminal Tribunals*, Powderly J.C., Darcy, S. (Eds.) *Judicial Creativity at the International Criminal Tribunals* (Oxford University Press, 2010).
 - *Hybrid Tribunals*, Prof. Schabas W. A., Bernaz N. (Eds.) *The Routledge Handbook of International Criminal Law* (Routledge Publishers, 2010).
 - *Rule of Law: From the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia to the War Crimes Chamber of Bosnia*, Haynes D.F. (Ed.) *Deconstructing the Reconstruction – Human Rights and Rule of Law in Postwar Bosnia and Herzegovina* (Ashgate Publishing, 2008).
 - Contributrice, *Combating Serious Crimes in Post Conflict Societies – A Handbook for Policymakers and Practitioners*, Rausch C. (Ed.) (*United States Institute of Peace Press*, 2006).

Conférences :

Récents discours sur la création, le financement, l'administration et les enseignements tirés de divers tribunaux.

- *Ukraine Centre to Support Social Action*, Conférence internationale : *War Aftermath: Rethinking the Future of Civil Society*, "Is afterwar justice possible? What justice architecture can prevent repetition?" (2022).
- *International Accountability Platform for Belarus*, réunion avec le Conseil consultatif (2021).
- Assemblée des États Parties de la CPI, Complémentarité – Séminaire sur les stratégies de conclusion des activités de la CPI (2019).
- *Ukrainian Legal Advisory Group et International Renaissance Foundation*, "Accountability for Grave Crimes: The ICC and Complementarity Options for Ukraine" (2019), (2021).

- *IBA Annual Conference on International Criminal Law, War and Justice, “Is truth the first casualty of war?”* (2018).
- *Colombia Conferences – Lessons from Kosovo and Bosnia for the Special Jurisdiction for Peace* (2017), (2014).

Études

- 2012 : Ph.D. en droit. *Irish Centre for Human Rights*, Université nationale d’Irlande, Galway.
- 1998 : Admission au rôle des avocats. *The Law Society of Ireland*, Dublin, Irlande.
- 1992 : Bachelier ès Arts spécialisé. Histoire et Science politique. University College Dublin, Irlande.

Compétences en informatique

Compétente sur toutes les principales applications, maîtrise de Word, PowerPoint et Excel.

Langues

Anglais, irlandais, français (élémentaire).

4. HERMOSILLO SOSA, Luís Mariano (Mexique)

Résumé analytique de l'expérience acquise

- Secteur financier privé :
 - Chef de la direction financière d'Afore XXI BANORTE, la plus grande entité financière privée du Mexique, responsable de la gestion, de l'investissement et de la préservation de quelque 53 milliards de dollars pour la retraite de quelque 8 millions de travailleurs. En collaboration avec Afore XXI BANORTE, j'étais responsable de l'exécution des plans opérationnels et financiers de façon à assurer la réalisation des objectifs financiers ; de l'établissement et de l'exécution de stratégies pour améliorer le rendement financier ; de la détection et de la gestion des risques financiers ; de la gestion des ressources humaines ; du développement de l'engagement du personnel ; de la planification et de l'exécution du budget ; de la gestion des installations et de la fourniture de services administratifs aux unités opérationnelles et d'investissement.
- Secteur public :
 - Vingt-et-un ans comme Directeur général pour la planification des programmes, des budgets et de l'organisation (et postes semblables) au sein de trois ministères du Gouvernement fédéral mexicain (Économie, Affaires étrangères et Éducation), y compris leurs agences décentralisées coordonnées et entreprises d'État, administration de budget annuels allant jusqu'à 35 milliards de dollars américains, et ce, toujours avec des opinions sans réserves sur vérification annuelle par les organes d'audit interne et externe et par l'Audit supérieur de la Fédération.
 - Membre des comités de contrôle et d'audit, et des Conseils de direction et d'autres organes de gouvernance des agences décentralisées et entreprises d'État coordonnées par les ministères de l'Économie, des Affaires étrangères et de l'Éducation, de façon à améliorer l'exécution efficiente et transparente des budgets autorisés pour les 21 exercices financiers en cause.
 - Responsabilité pour l'exécution du budget et la réalisation d'objectifs par la production de rapports sur les programmes, les budgets et la comptabilité, et réaction aux audits des organes de contrôle interne et externe et de l'Audit supérieur de la Fédération, avec opinions sans réserves.
 - Décentralisation, systématisation et mise en œuvre de contrôles raisonnables pour l'exécution budgétaire aux ministères de l'Économie, des Affaires étrangères et de l'Éducation.
 - Exécution financière de la Réforme de l'éducation qui a permis à la Fédération de se réapproprier la paie des enseignants fédéraux grâce au paiement centralisé dans 31 entités fédérales, garantissant le recrutement fondé sur les concours et les promotions fondées sur les évaluations du rendement.
 - Refonte et certification, en vertu de la norme ISO 9000:2000, des processus clés pour l'exécution budgétaire des ministères de l'Économie et des Affaires étrangères.
- Organisations internationales :
 - En ma capacité de membre du Conseil des auditeurs externes de l'OÉA, de concert avec mes deux autres collègues, j'ai examiné les procédures et contrôles du fonctionnement de l'OÉA et fait des recommandations au Conseil permanent et au Secrétaire général sur l'OÉA et ses entités subsidiaires.
 - De concert avec les 14 autres commissaires, nous avons refondu et contrôlé le régime de prestation et rémunération du personnel de l'ONU et de ses agences spécialisées.

Exposé des qualifications

Profil

Je suis ingénieur en informatique ; je détiens un mastère en Administration publique, des diplômes en comptabilité et finance, en budgétisation axée sur les résultats et en cybersécurité.

Pendant plus de 20 ans, j'ai été Directeur général responsable du budget et des finances de trois ministères fédéraux différents (Économie, Affaires étrangères et Éducation), ainsi que chef de la direction financière de la plus grande entité financière privée du Mexique, chargée de la gestion du fonds de pension de 8 millions de travailleurs mexicains.

À l'échelon international, j'ai de l'expérience comme vérificateur pour l'OÉA et comme membre du Comité des contributions et de la Commission de la fonction publique internationale des Nations Unies (COC et ICSC).

Parmi mes compétences, de solides capacités d'analyse, de résolution des problèmes et de négociation. Mon style de gestion est axé sur la réalisation de résultats, la compréhension des besoins des institutions et le plus strict respect des responsabilités de chaque partie prenante et des règles financières.

J'atteins l'efficacité par l'utilisation de technologies et politiques et procédures qui ne tendent pas vers la sur-réglementation.

Antécédents professionnels

Secteur financier

- 2021 – présent : Diverses institutions et organisations. Consultant en efficacité administrative et financière.
- 2019 : Fondation Dondé Banco. Directeur général adjoint, Ressources humaines.
- 2018 – 2019 : Afore XXI BANORTE. Chef de la direction financière.

Agences fédérales (Ministères)

- 2020 : Système de radiodiffusion publique. Chef de la gestion et des finances.
- 2015 – 2018 : Éducation. Directeur général, Budget et Ressources financières.
- 2013 – 2015 : Économie. Directeur général, Planification des programmes, du budget et de l'organisation.
- 2003 – 2012 : Affaires étrangères. Directeur général, Planification des programmes, du budget et de l'organisation.
- 1996 – 2003 : Commerce et Développement industriel. Directeur général, Planification des programmes, du budget et de l'organisation.

Organisations internationales

- 2012 – 2020 : Nations Unies. Commissaire des Nations Unies – Commission de la fonction publique internationale.
- 2009 – 2010 : Nations Unies. Commissaire des Nations Unies – Comité des contributions.
- 2005 – 2007 : Organisation des États américains. Membre du Conseil des vérificateurs externes de l'OÉA.

Études

- 1981 – 1985 : Licence en ingénierie informatique, Université nationale autonome du Mexique.
- 2015 – 2016 : Mastère en Administration publique, Institut national de l'administration publique.
- 2001 – 2002 : Diplôme en Comptabilité et Finance, Institut technologique autonome du Mexique.

- 2014 : Diplôme en budgétisation axée sur les résultats, Université nationale autonome du Mexique.
- 2017 : Formation *Executive Leadership Cyber Security*, Université des Amériques, Puebla / *Center for Infrastructure Assurance and Security* de l'Université du Texas, San Antonio.
- 2020 : Stratégies de transformation numérique, Université de Cambridge.

Note : les programmes sont énumérés par ordre de pertinence.

Compétences clés

- Orientation résultats.
- Leadership.
- Travail d'équipe.
- Esprit d'analyse.
- Compréhension des besoins des utilisateurs.
- Résolution des problèmes.
- Professionnalisme et éthique de travail.
- Communication.

Langues

- Espagnol : langue maternelle.
- Anglais : courant.

Sports et intérêts

- Squash.
- Vélo.
- Échecs.

Réalisations pertinentes

- Vingt-et-un ans comme Directeur général pour la planification des programmes, des budgets et de l'organisation (et postes semblables) au sein de trois ministères du Gouvernement fédéral mexicain (Économie, Affaires étrangères et Éducation), y compris leurs agences décentralisées coordonnées et entreprises d'État, administration de budgets annuels allant jusqu'à 35 milliards de dollars américains, et ce, toujours avec des opinions sans réserves sur vérification annuelle par les organes d'audit interne et externe et par l'Audit supérieur de la Fédération.
- Membre des comités de contrôle et d'audit, et des Conseils de direction et d'autres organes de gouvernance des agences décentralisées et entreprises d'État coordonnées par les ministères de l'Économie, des Affaires étrangères et de l'Éducation de façon à améliorer l'exécution efficiente et transparent des budgets autorisés pour les 21 exercices financiers en cause.
- Responsabilité pour l'exécution du budget et la réalisation d'objectifs par la production de rapports sur les programmes, les budgets et la comptabilité, et réaction aux audits des organes de contrôle interne et externe et de l'Audit supérieur de la Fédération, avec opinions sans réserves.
- Systématisation de l'exécution budgétaire et exécution du budget axé sur les résultats au ministère de l'Économie (ancien ministère du Commerce et Développement industriel).
- Décentralisation de l'exécution budgétaire du ministère des Affaires étrangères vers ses unités administratives et 154 ambassades, missions permanentes et consulats, par la mise en œuvre d'un système d'information et la production de politiques et procédures qui ont permis d'appliquer ordre et prévisibilité à l'utilisation de ses ressources.
- Mise en œuvre d'un système pour la planification de l'exécution opportune du budget du ministère de l'Économie, ce qui a permis d'éliminer les sous-exécutions en demandant aux unités administratives de planifier les activités liées à l'exécution de leur budget, de connaître les règles à respecter, et d'éviter les retards d'exécution.
- Exécution financière de la Réforme de l'éducation qui a permis à la Fédération de se réapproprier la paie des enseignants fédéraux grâce au paiement centralisé dans 31 entités

fédérales, garantissant le recrutement fondé sur les concours et les promotions fondées sur les évaluations du rendement.

- Refonte et certification, en vertu de la norme ISO 9000:2000, des processus clés pour l'exécution budgétaire des ministères de l'Économie et des Affaires étrangères.
- Refonte du régime de prestations et rémunération du personnel de l'ONU et de ses agences spécialisées.
- En ma capacité de membre du Conseil des auditeurs externes de l'OÉA, de concert avec mes deux autres collègues, j'ai examiné les procédures et contrôles du fonctionnement de l'OÉA et fait des recommandations au Conseil permanent et au Secrétaire général sur l'OÉA et ses entités subsidiaires.
- Planification financière et mise en œuvre de nouvelles politiques et procédures pour l'exécution du budget qui ont permis à Afore XXI – BANORTE de financer ses initiatives stratégiques, de réduire la commission versée aux entités subsidiaires pour l'administration de leurs comptes individuels et améliorer le régime de commission pour le personnel des ventes.
- Refonte et mise en œuvre de l'initiative stratégique de la gestion du Capital humain d'Afore XXI – BANORTE, et mise en œuvre d'un système d'information sans papier (*SuccessFactors*) qui a contribué à l'amélioration de l'engagement du personnel de 10 points de pourcentage en un an (2019 c. 2018).

5. KOUDA, Pouarogo Julien (Burkina Faso)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Expérience professionnelle

- Professeur de Français et de Droit à l'École secondaire technique privée *Assemblies of God*, 1998-2002 :
 - Professeur de Français et de Droit.
- Greffier en chef, Haute Cour de Justice de Dedougou, 2002-2010 :
 - Organisation administrative de la Cour.
 - Gestion des questions pratiques et financières de la Cour liées aux ressources humaines.
 - Exercice de la fonction judiciaire.
- Greffier en chef de la Haute Cour de Justice de Ouagadougou, 2010-2016 :
 - Organisation administrative de la Cour.
 - Gestion du Bureau des fonds et revenus attribués de la Cour.
 - Gestion des questions pratiques et financières de la Cour liées aux ressources humaines.
 - Exercice de la fonction judiciaire.
- Professeur, Section judiciaire, École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) de Ouagadougou, depuis 2010 :
 - Enseignement du cours sur l'organisation et la gestion des bureaux de tribunaux aux greffiers en chef.
 - Enseignement d'un cours à l'intention des greffiers sur les documents d'exécution.
- Mission de l'ONU (MONUSCO), Expert, Gestion des tribunaux, septembre 2016 à septembre 2017 :
 - Contrôle et mentorat de greffiers et secrétaires.
 - Participation à l'exécution de projets à impact rapide (QIPs) et de réduction de la violence communautaire (CVR) de la Section d'appui à la Justice et à l'administration pénitentiaire (SAJAP).
- Greffier en chef de la Cour de Cassation depuis mai 2019 :
 - Gestion des ressources humaines (personnel administratif).
 - Exécution de fonctions judiciaires.
 - Participation au Comité des finances (élaboration du budget de la Cour).
- Greffier en chef de la Haute Cour de Justice depuis mai 2019 :
 - Secrétaire aux audiences de la Cour.
 - Prise de notes des délibérations de la Cour.

Exposé des qualifications

Information personnelle

- Prénoms, nom : Pouraogo Julien KOUDA.
- État civil : marié.
- Âge : 52 ans.
- Nationalité : burkinabée.

Associations/groupes professionnels

- Membre du corps professoral de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) du Burkina Faso.
- Membre du Comité de crédit et d'investissement de la *Christian Microfinance Mutual*, MicroAID.
- Membre de l'Association nationale des auxiliaires juridiques (SYNAG).

Domaines d'expertise

- Gestion de stages de greffiers.
- Formation de greffiers et greffiers en chef.
- Enseignement du droit.

Formation

- Formation universitaire et professionnelle :
 - Mastère en Droit international et comparé de l'environnement, Université de Limoges (France).
 - Diplômé de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) de Ouagadougou, spécialisation Greffier.
 - Licence en droit, Université de Ouagadougou (1993).
- Formation continue :
 - Cours de formation pour greffiers en chef, septembre-novembre 2001, Cour de première instance de Namur, Cour d'appel de Liège, Belgique.
 - Formation spécialisée pour greffiers et huissiers, École régionale supérieure de la magistrature (ERSUMA), février 2007, Porto-Novo (République du Bénin).
 - Cours de formation sur le fonctionnement du système de justice criminelle, mai 2012, Haute Cour de Justice de Senlis (France).
 - Deux voyages d'études au Rwanda sur la numérisation des dossiers criminels et des déclarations des avoirs, 2015.

Compétences linguistiques

- | | | |
|--------------|-----------|------------|
| – Français : | Parlé : | Excellent |
| | Lecture : | Excellent |
| | Écrit : | Excellent |
| – Anglais : | Parlé : | Très bien |
| | Lecture : | Très bien |
| | Écrit : | Très bien |
| – Espagnol : | Parlé : | Assez bien |
| | Lecture : | Assez bien |
| | Écrit : | Assez bien |

Compétences en informatique

- Utilisateur compétent de Microsoft Office (Word, Excel, Access, PowerPoint).
- Exécution de recherches légales sur Internet.

Attestation

Je, le soussigné, atteste que l'information ci-dessus décrit fidèlement ma situation, ma qualification et mon expérience.

6. MACKINTOSH, Kate (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Résumé analytique de l'expérience acquise

J'ai l'honneur de présenter ma candidature au poste de Greffier de la Cour pénale internationale dans le cadre d'une carrière longue et diversifiée dans le domaine de la justice internationale et des droits de l'homme partout au monde, soit au sein d'un Siège soit sur le terrain dans des situations précaires, auprès d'organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales, ainsi qu'auprès de *think tanks*, de cabinets de droit et d'universités.

Je suis actuellement première Directrice Exécutive du nouveau *Promise Institute of Human Rights* de l'*UCLA School of Law*. Cette fonction, additionnée à mon expérience antérieure comme Greffier adjoint du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et, auparavant, comme juriste pour les juges du TPIR et du TPIY et, pour des durées un peu plus courtes, pour l'accusation et la défense, me donnent une compréhension unique et complète du fonctionnement d'une cour internationale et des besoins des différents clients du Greffe.

C'est depuis cette perspective unique que j'ai procédé à la réduction de la voilure du TPIY et, parallèlement à cela, à la création et à l'administration du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, sur deux continents, à titre de Greffière adjointe des deux institutions, entre 2012 et 2017. J'ai compris que les jugements ne pouvaient être délivrés en temps opportun tant que les Chambres n'auraient pas l'effectif voulu et ce, malgré la considérable pression exercée sur le Greffe pour accélérer les réductions budgétaires. Parallèlement, j'ai allégé les méthodes de travail et restructuré la Division des services d'appui juridique de façon à maintenir la qualité desdits services d'appui tout en comptant sur des effectifs réduits. J'ai organisé des forums de collaboration pour résoudre les problèmes persistants et appuyer le déroulement des procédures sans heurts ; par exemple, au sein de la Section de l'appui aux Chambres, nous avons élaboré une formule transparente pour l'abolition des postes ; en collaboration avec les juges, les agents de détention et des experts externes, nous avons assuré la confidentialité des dossiers médicaux des détenus, et avec les juristes du Greffe, nous avons dressé un guide détaillé pour accélérer la préparation des projets de soumissions. Pendant mon mandat, le TPIY s'est classé parmi les cinq meilleurs du système des Nations-Unies pour ce qui est de l'intégrité, de l'autonomisation du personnel et de la communication interne, d'après un sondage mondial sur la satisfaction du personnel. Enfin, nous avons conclu les travaux du TPIY et fermé l'institution sans que n'aboutisse un seul recours contre la réduction devant le tribunal de résolution des différends de l'ONU.

En 2018, j'ai été recrutée pour créer le nouvel institut de droits de l'homme à l'*UCLA School of Law*, sur la base d'un don inaugural de 20 millions de dollars américains. À titre de Directrice exécutive du *Promise Institute*, j'ai élaboré le plan et la vision stratégiques, recruté l'équipe de base et dressé un budget pluriannuel ainsi qu'un plan de collecte de fonds afin d'assurer la viabilité financière de l'Institut. Deux indicateurs du succès de l'Institut après quatre ans de fonctionnement sont les suivants : l'Institut continue d'attirer de nouvelles sources de financement, et les étudiants qui présentent leur candidature à l'école de droit de l'*UCLA* commencent à indiquer les droits de l'homme comme principal domaine d'intérêt. J'ai beaucoup apprécié l'expérience de recruter des enseignants, d'attirer des conférenciers et de participer à divers forums sur les droits de l'homme et la justice internationale dans le contexte américain. De fait, j'ai une nouvelle appréciation et respect pour les universitaires, praticiens, diplomates et militants américains qui œuvrent à l'appui de la Cour.

Pour créer le *Promise Institute* et appuyer la conclusion du mandat du TPIY, je me suis appuyée sur mon expérience de huit ans au sein de l'ONG médicale internationale, Médecins sans frontières, où j'ai mené des activités politiques et militantes et participé au processus décisionnel pour les opérations dans plus d'une trentaine de pays dans le monde (budget annuel de 200 à 300 millions d'euros). La culture de MSF, attachée aux missions, inspire mon leadership depuis.

J'apporte au poste de Greffier une compétence avérée pour l'établissement de bonnes relations de coopération en toutes circonstances. Chez MSF, j'ai surmonté les objections de fonctionnaires sceptiques pour obtenir l'accès à des zones de conflit sensibles. Au Rwanda, après le génocide, j'ai su gagner la confiance de personnes détenues dans des prisons surpeuplées, ainsi que des survivants du génocide, et ai pu les interviewer pour faire rapport sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. Enfin, à New York et à La Haye, j'ai présenté les nouveaux budgets allégés et réalistes du TPIY aux représentants des États Parties, qui les ont approuvés. J'ai tiré des enseignements de tous mes contacts avec les personnes œuvrant dans le domaine de la justice internationale, et je mettrai à profit cette vaste perspective ainsi que mes relations avec un grand nombre de joueurs clés dans le cadre de mon travail comme Greffier.

Énoncé des qualifications

Expérience professionnelle

- Août 2018 – présent : Directrice exécutive, *Promise Institute for Human Rights, UCLA School of Law*, Los Angeles, Californie.

Recrutée comme première directrice exécutive en vue de la mise sur pied du *Promise Institute for Human Rights* à l'*UCLA School of Law*. J'ai élaboré le plan et la vision stratégiques, recruté l'équipe de base et dressé un budget pluriannuel ainsi qu'un plan de collecte de fonds afin d'assurer la viabilité financière de l'Institut au-delà du don de démarrage de 20 millions USD. J'assure l'orientation stratégique de l'Institut tout en contrôlant son fonctionnement, par exemple : étoffement du cursus par des cours sur le droit international et les droits de l'homme ; pilotage de projets de recherche et de réflexion dans nos domaines d'intérêt de base ; organisation de symposiums, conférences et invitations de conférenciers ; exécution d'activités de défense et de poursuites sur la base de nos recherches et au soutien de populations concernées ; appui de nos étudiants et diplômés à l'accès à des carrières intéressantes. À titre de directrice exécutive, je supervise tout le personnel, je gère le budget, je me réunis avec les donateurs et décideurs politiques et je représente l'Institut pour ce qui est des droits de l'homme et des questions de justice internationale auprès de divers forums nationaux et internationaux. Par ailleurs, j'enseigne des cours, je prononce des discours et je publie des textes dans les domaines d'intérêt de l'Institut.

- Octobre 2012 – décembre 2017 : Greffière adjointe, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), La Haye.

Responsable de la Division des services de l'appui judiciaire du TPIY (détention, activités de la Cour, services linguistiques, soutien et protection des témoins, gestion des dossiers, aide judiciaire et appui à la Défense), des activités de communication et de sensibilisation, ainsi que de la gestion des archives de l'organisation. Jusqu'en janvier 2017, j'ai également assumé les fonctions de Greffière adjointe du Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux. J'ai étroitement collaboré avec le Greffier sur les deux derniers budgets biennaux de réduction du TPIY et, simultanément, sur les budgets en hausse progressive du Mécanisme et, ayant la même délégation de pouvoir accordé par le Siège des Nations Unies en matière financière que lui, j'ai pu le remplacer pour toutes les questions d'ordre administratif, financier, diplomatique et de ressources humaines.

- Juin 2011 – octobre 2012 : consultante indépendante, droit, politique et pratique humanitaire international, Phnom Penh.

Durant cette période, j'ai mené des recherches sur l'incidence des lois antiterroristes dans quatorze États sur les actions humanitaires conformes aux principes convenus pour le compte du PHAP et du Conseil norvégien pour les réfugiés, et coordonné les travaux des différents chercheurs impliqués dans le projet. Je crois que le rapport qui a suivi reste la publication faisant le plus autorité en la matière. J'ai également contribué à l'évaluation par l'UNICEF de l'élaboration de ses programmes fondée sur les droits de l'homme. J'ai élaboré des modules de formation pour le PHAP / la *Harvard Humanitarian Initiative*, et suis co-auteur de la note de politique sur la lutte antiterroriste et l'action humanitaire de l'Institut du développement d'outre-mer.

- Août 2007 – août 2012 : membre du Conseil d'administration, Médecins sans Frontières, Hong Kong.

Responsable financière et stratégique pour les activités menées par MSF Hong Kong (budget annuel d'environ 50 millions de dollars américains).

- Juin 2007 – mai 2011 : Chef des affaires humanitaires, Médecins sans Frontières, Amsterdam.

À la tête des affaires humanitaires au Centre opérationnel d'Amsterdam pour MSF (dépenses annuelles de 200 à 300 millions d'euros), j'ai été responsable de la fourniture de conseils juridiques et politiques dans le cadre des activités de MSF dans plus de 30 pays. J'ai fait des propositions et assuré le suivi budgétaire, dirigé une équipe de conseillers au Siège et recruté les agents chargés des affaires humanitaires assignés sur le terrain pour des missions plus longues et devant fournir un appui juridique, politique et militant. J'ai mis en œuvre un certain nombre de rapports internationaux sur des crises humanitaires et veillé à la formation de tous les personnels de MSF sur le terrain sur les fondamentaux en matière de droit international, de droits de l'homme, de militantisme et de protection des civils. J'ai embauché un expert pour les questions relatives à l'égalité hommes-femmes afin d'examiner les activités de MSF en la matière, et afin de collaborer avec le personnel médical sur les interventions efficaces et complètes qu'il convient d'apporter en cas de violence sexuelle. J'ai procédé à des visites régulières sur le terrain afin de renforcer la réponse et l'analyse sur les plans juridique et humanitaire ; et participé, au Siège, au dispositif décisionnel hebdomadaire relatif aux activités. Au cours de la dernière année, j'ai proposé et mis en œuvre la fusion des services chargés de l'analyse et du militantisme des bureaux de MSF à Londres, Toronto, Berlin et Amsterdam, et j'en ai pris la direction.

- Mars 2003 – mai 2007 : conseillère en droit international ; Médecins sans Frontières, Amsterdam.

À ce poste, j'ai fourni et coordonné les conseils juridiques, élaboré des politiques sur des questions relevant du droit international, des droits de l'homme et des principes humanitaires, réalisé des visites sur le terrain afin de fournir des conseils spécifiques dans les domaines politique et juridique et formé le personnel sur le terrain au droit international, à la protection des civils, aux droits de l'homme et militantisme. J'ai élaboré et mis en œuvre une politique relative à la coopération avec les mécanismes de la justice internationale, et mené, de manière plus générale, les débats à ce sujet au sein du milieu concerné par les questions humanitaires. J'ai écrit et publié des rapports et des articles visant à soutenir et à approfondir les positions prises par MSF, et j'ai fréquemment représenté MSF lors de conférences, de symposiums et d'autres rencontres internationales.

- Août 2005 – octobre 2005 : Conseil à la Division des appels, Bureau du Procureur, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), La Haye.

Au cours de cette mission de courte durée, j'ai coordonné les travaux de l'Accusation pour plusieurs procédures en appel.

- Octobre 2000 – février 2003 : juriste, Chambre d'appel, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye.

En tant que responsable de l'équipe francophone de la Chambre de première instance I, j'ai supervisé les travaux des avocats moins expérimentés dans le cadre d'un procès impliquant plusieurs accusés. Au terme de ce procès, j'ai été transférée à la Chambre d'appel où j'ai coordonné les travaux sur l'une des principales procédures en appel et j'ai traité de nombreux appels interlocutoires en français et en anglais.

- Août 1999 – octobre 2000 : juriste adjointe, Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), La Haye/Arusha.

Avec mon superviseur, j'ai créé une unité juridique visant à soutenir les juges de la Chambre d'appel du TPIR basés à La Haye. J'ai mené des recherches juridiques et rédigé des documents pour les juges aussi bien en anglais qu'en français. J'ai également été le point de contact et j'ai assuré la liaison avec la cour à Arusha, supervisé le dépôt et la

diffusion des documents juridiques. Je me suis déplacée à Arusha avec les cinq juges pour fournir un appui juridique lors des audiences de la phase d'appel.

- Novembre 1998 – juillet 1999 : Conseillère juridique principale, OSCE, Sarajevo.

Étant la première à occuper un tel poste au sein du Département des droits de l'homme, j'ai mis l'accent sur les droits sociaux et économiques, en coordonnant les travaux des 27 agents sur le terrain dans cette zone. À ce poste, j'ai collaboré avec des homologues internationaux, notamment avec des avocats bosniaques, afin d'élaborer une stratégie de traitement des litiges visant à soutenir les droits sociaux et économiques, en ayant recours au tout nouveau cadre de travail en matière de droits de l'homme. J'étais également la référente de la mission de l'OSCE pour les questions d'égalité hommes-femmes.

- Août 1998 – novembre 1999 : associée de recherche, Institut de développement de l'outre-mer, Londres.

Dans le cadre d'un programme de recherche de l'Institut sur les droits de l'homme lors d'une intervention humanitaire, j'ai été amenée à réaliser des recherches et à rédiger deux documents de travail : *The Agreement on Ground Rules in South Sudan* (co-auteur), ce qui a exigé des recherches sur le terrain au Soudan du Sud, et *The Principles of Humanitarian Action in International Humanitarian Law*.

- Janvier 1998 – août 1998 : collaboratrice juridique auprès du juge Cassese, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), La Haye.

En tant qu'assistante juridique auprès du juge Cassese, j'ai mené des recherches juridiques et rédigé des documents visant à soutenir ses travaux dans le cadre de différents procès et le premier procès en appel (Tadić) au TPIY. Parmi les questions abordées figurent la définition de complicité dans le droit international, le périmètre de juridiction aux fins des requêtes préliminaires, la notion de consentement dans le cadre du viol en tant que crime de guerre et la définition des personnes protégées au sens de la Convention de Genève.

- Juillet 1997 – décembre 1997 : agent principal chargé de recherche, Centre des droits de l'homme de l'Université d'Essex, Colchester.

J'ai été missionnée pour rédiger le document d'information pour une conférence internationale financée par le gouvernement britannique sur la protection des droits de l'homme lors de crises graves, dans le cadre de l'examen des droits de l'homme de la politique étrangère du gouvernement. J'ai présenté le document lors de la conférence et les travaux ont, par la suite, été publiés par le Centre des droits de l'homme de l'Université.

- Septembre 1995 – septembre 1996 : responsable des droits de l'homme hors Siège, Haut-Commissariat de l'ONU des droits de l'homme, Kigali.

J'ai démarré cette mission comme membre d'une équipe sur le terrain à Ruhengeri, chargée de contrôler la situation en matière de droits de l'homme, notamment les responsabilités liées aux conditions de détention. Après sept mois, un transfert au Siège de la mission à Kigali m'a été proposé afin de coordonner le suivi des conditions de détention dans l'ensemble du territoire rwandais. À ce poste, j'ai élaboré des procédures standardisées de suivi des conditions de détention et analysé les informations provenant du terrain afin de produire un rapport de mission mensuel.

- Septembre 1993 – septembre 1995 : avocat stagiaire, Hodge, Jones et Allen, avocats, Londres.

J'ai terminé ma formation de deux ans dans les domaines suivants : défense pénale, contentieux civil, droit de la famille, droit de la santé mentale et discrimination. J'ai rédigé des notes, interrogé des clients pour les représenter devant les juridictions inférieures et les tribunaux de la santé mentale.

Obtention du diplôme d'avocate, reçue au Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles.

Autres missions professionnelles

- Participation à plusieurs comités d’experts et groupes consultatifs, notamment : Groupe d’experts indépendant pour la définition juridique de l’écocide (2021) ; Commission de conseillers sur l’application du Statut de Rome à la guerre cybernétique (2019-2020) ; Comité d’experts sur les cadres juridiques internationaux pour une action humanitaire du PHAP et sur l’application des principes humanitaires (2016) ; Expert juridique sur les enjeux juridiques liés à l’implication d’acteurs non étatiques, Chatham House (2016) ; Groupe consultatif sur les projets à visée humanitaire, HERE-Genève ; rencontres d’experts sur la protection humanitaire, les principes humanitaires, la responsabilité humanitaire (2015-16) ; Groupe consultatif sur les normes professionnelles du travail de protection, CICR (2008-9) ;
- Conférencière et panéliste invitée par plusieurs conférences, universités et écoles de droit, par exemple : Université Northwestern, Université Yale, Université de Pennsylvanie, Université William et Mary, Université de Georgia, Université d’Amsterdam, Université d’Europe centrale, *American Society of International Law*, Conseil canadien de droit international, Institut de droit européen, Association de droit international, Institut international pour la paix.

Formation

Cursus universitaire

- 1996 – 1997 : Maîtrise en droit international relatif aux droits de l’homme (avec mention), Université d’Essex.
- 1990 – 1992 : *Common Professional Examination Course, Law Society Finals*, Université de Northumbria.
- 1985 – 1989 : Licence d’histoire (mention très bien), Université du Sussex.

Leadership / Direction exécutive

- Avril 2017 : Programme *Deep Dive* pour les cadres des Nations Unies, École des cadres des Nations Unies, Turin.
- Mars – septembre 2016 : Programme pour la direction exécutive ; *THNK School of Creative Leadership*, Amsterdam.
- Avril 2013 : Leadership et enjeux mondiaux, École des cadres des Nations Unies, Genève.
- Mai 2009 : Diriger et influencer, *Intelligent Action*, Londres.

Compétences linguistiques

- Anglais : langue maternelle
- Français : courant (reçue à l’examen d’aptitudes linguistiques de l’ONU)
- Néerlandais : satisfaisant
- Espagnol : satisfaisant/élémentaire

Publications

- Juin 2020 : *The USA and the International Criminal Court: Friends or Foes?*, *LA Lawyer*
- Mars 2016 : *The Framework of Humanitarian Action in the Face of Contemporary Challenges*, en hommage à Jean Pictet, Éditions Yvon Blais
- Juillet 2013 : *Study of the Impact of Donor Counter-Terrorism Measures on Principled Humanitarian Action*, UNOCHA et Conseil norvégien des réfugiés

- Octobre 2011 : *Counter-terrorism and humanitarian action: tensions, impact and ways forward*, Humanitarian Policy Group
- Juillet 2011 : *Holder v Humanitarian Law Project: implications for humanitarian action: a view from Médecins sans Frontières*, Suffolk Transnational Law Review
- Décembre 2010 : *Reclaiming Protection as a Humanitarian Goal: Fodder for the Faint-Hearted Aid Worker*, Journal of International Humanitarian Legal Studies
- Mars 2007 : *Beyond the Red Cross: the protection of independent humanitarian organizations and their staff in IHL*, Revue internationale de la Croix-rouge
- Décembre 2005 : *The Development of the International Criminal Court: some implications for humanitarian action*, Humanitarian Exchange
- Mai 2005 : *How Far Can Humanitarian Organizations Control Co-operation with International Tribunals?*, Journal of Humanitarian Assistance
- Mars 2004 : *Note for humanitarian organizations on cooperation with international tribunals*, Revue internationale de la Croix-Rouge
- Mars 2000 : *The 'Agreement on Ground Rules' in South Sudan*, Humanitarian Policy Group
- Mars 2000 : *The Principles of Humanitarian Action in International Humanitarian Law*, Humanitarian Policy Group
- Avril 1998 : *International Responses to Acute Crisis: supporting human rights through protection and assistance*, Centre des droits de l'homme de l'Université d'Essex

7. MAHR, Christian (Japon)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Depuis six ans, à titre de Directeur des Opérations extérieures, je gère une division très complexe de la Cour pénale internationale, qui inclut les activités d'équipe de plus de 200 personnes au Siège et dans les bureaux extérieurs sur trois continents. Je supervise les fonctions du Greffe dans les domaines de la coopération, des communications externes, de la protection des témoins et de l'analyse des pays. Je supervise également les activités de tous les bureaux de pays de la Cour situés dans des pays de situation, ainsi que notre bureau de liaison à New York.

Une partie intégrale de mes responsabilités consiste à assurer une bonne coordination au sein de ma division ainsi qu'avec les interlocuteurs clés à l'intérieur et à l'extérieur de la Cour, afin d'offrir les services critiques au bon fonctionnement de la Cour. Une partie essentielle de mes responsabilités consiste à obtenir et conserver la coopération de divers États et organisations afin que la Cour puisse poursuivre ses activités dans les divers pays.

Avant d'assumer ce poste à la Cour, j'ai travaillé pendant 11 ans au sein des Nations Unies, d'abord à la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) à New York, puis pendant 10 ans au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) à différents lieux d'affectation. Avocat, j'ai plus de 26 ans d'expérience de travail administratif et légal dans un milieu de travail multi-culturel, multi-ethnique d'organisations internationales. Je suis né et ai été élevé à Tokyo, au Japon.

Mes principales réalisations à la Cour incluent les suivantes :

- J'ai aidé à créer une nouvelle division à la Cour, ce qui présupposait, notamment, la préparation des priorités et programmes de travail pour l'ensemble de la Division, le recrutement des membres de la haute direction, l'ouverture de nouveaux bureaux de pays, la fourniture d'orientations opérationnelles à la haute direction et la mise en place de méthodes pour assurer la bonne communication, coordination et coopération au sein de la division et avec d'autres intervenants.
- Je suis responsable de l'établissement, de la gestion et de la défense du budget de ma division. Je suis également chargé de faire rapport régulièrement sur le rendement du budget et des projets, ce qui exige une collaboration périodique avec les vérificateurs et membres du Comité du budget et des finances, et des rapports à ces derniers. Tout au long de ma carrière à l'ONU, j'ai toujours assumé des responsabilités administratives ou de programmes.
- J'ai mené tous les efforts de gestion de crise à la Cour pour assurer la continuité des activités dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. J'ai également joué un rôle clé pour ce qui est des mesures opérationnelles et politiques d'atténuation de l'impact des sanctions financières américaines contre la Cour.
- J'ai activement poursuivi des activités clés de gestion du changement liées à la création de ma division. J'ai fermement appuyé et activement participé à l'introduction des initiatives de la Cour pour le leadership, le coaching, le mentorat et la représentation géographique équitable et la parité hommes-femmes.
- J'ai de fréquents contacts avec les membres de la haute direction de la Cour à La Haye et dans les pays de situation, avec lesquels je tiens des discussions sensibiles et je collabore pour poursuivre les objectifs opérationnels et politiques de la Cour. Je suis également le principal contact pour la Cour pour ce qui est de ses relations opérationnelles avec l'État hôte.
- Je contrôle l'ensemble des communications externes de la Cour. À cet égard, j'ai encouragé l'utilisation accrue des médias sociaux pour communiquer les activités de la Cour au grand public. J'ai également supervisé l'utilisation d'approches créatives

pour joindre un auditoire plus vaste parmi les victimes et collectivités touchées, en veillant à obtenir un financement auprès de donateurs afin d'y parvenir.

– Tout au long de ma carrière aux Nations Unies, j'ai toujours assumé des responsabilités de direction. Concernant mes responsabilités de direction actuelles, je supervise directement 11 fonctionnaires ; par ailleurs, huit chefs de section et de bureau de pays (P-5) au Siège et dans nos sept bureaux de pays et de liaison relèvent de moi. Les derniers résultats du sondage du personnel confirment que l'appréciation du leadership de ma division est nettement supérieure à la moyenne de l'ensemble de la Cour.

Exposé des qualifications

- 2016 – présent : Directeur des Opérations extérieures (D-1), Cour pénale internationale (La Haye, Pays-Bas).

Responsabilités clés

- Élaborer et exécuter une stratégie et un plan clairs pour toutes les activités de la Division des Opérations extérieures (DEO) en établissant des programmes de travail, plans, priorités et budget pour la Section de l'information publique et de la sensibilisation, la Section de l'appui aux opérations extérieures, la Section de l'aide aux victimes et aux témoins, les sept bureaux de pays et le Bureau de liaison de New York, en leur allouant des ressources appropriées. Prendre des décisions politiques complexes qui relèvent de la division.
- Établir, gérer et défendre le budget de la division. Faire rapport régulièrement sur la performance du budget et des projets, y compris une interaction périodique avec les vérificateurs et membres du Comité du budget et des finances, et rapport à ces derniers.
- Assurer que les bureaux de pays appuient le mandat de la Cour par des activités diplomatiques, logistiques, administratives et de programmes efficaces à l'échelon local.
- Assurer la sécurité, les approvisionnements, la technologie de l'information, la gestion des installations et la logistique des bureaux de pays.
- Assurer un régime de protection des témoins efficace par la mise en œuvre de politiques d'appui et de protection des témoins robustes.
- Superviser toutes les activités de participation des victimes et réparations assurées par les bureaux de pays.
- Assurer des relations diplomatiques et coopératives efficaces avec les États Parties et représentants gouvernementaux, les membres des organisations internationales, les représentants de la société civile et d'autres partenaires clés.
- Agir comme point de contact pour ce qui est des relations opérationnelles avec l'État hôte.
- Contrôler les communications externes de la Cour avec le grand public ainsi que ses efforts de rayonnement auprès des collectivités des victimes.
- Formuler et exécuter des stratégies d'arrestation des suspects en liberté.
- Agir comme gestionnaire de crise pour le Greffe dans le contexte de la COVID-19, des sanctions américaines et d'autres scénarios, à la demande du Greffier.

Réalisations clés

- Créé une nouvelle division comptant plus de 200 employés, ce qui présupposait, notamment, le recrutement des membres de la haute direction, l'ouverture de nouveaux bureaux de pays, la fourniture de leadership et d'une orientation opérationnels à la haute direction et la mise en place de nouvelles méthodes pour assurer la bonne communication et coordination au sein des sections au Siège et entre ces sections et les bureaux de pays.
- Pris diverses mesures pour améliorer le bien-être et le moral du personnel à la suite d'un important exercice de gestion du changement. Fermement appuyé et activement participé à l'introduction d'initiatives de la Cour pour le leadership, le coaching, le mentorat, la représentation géographique équitable et la parité hommes-femmes. Les derniers résultats du sondage auprès du personnel confirment que l'appréciation du leadership au sein de ma division est nettement supérieure à la moyenne pour l'ensemble du Greffe et de la Cour.
- À titre de co-président de l'équipe Gestion de crise, joué un rôle clé dans la planification et l'exécution du plan de continuité des activités pour tout le personnel de la Cour au Siège et dans les bureaux de pays relativement à la crise de la COVID-19.
- Joué un rôle clé dans la planification et l'exécution de la réponse de la Cour pour atténuer les pires aspects des sanctions américaines contre le personnel de la Cour.
- Grandement amélioré la coordination et instauré des habitudes de coopération entre le Bureau du Procureur et le Greffe sur diverses questions opérationnelles par l'introduction de nouvelles méthodes de travail.
- 2012 – 2016 : Conseiller juridique principal (P-5), Nations Unies, Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) (New York, États-Unis).

Coordonnateur du groupe de travail du DECT sur le contrôle frontalier et l'application de la loi aux frontières. Produit divers rapports et donné des briefings au Comité contre le terrorisme (CTC) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur divers sujets concernant le contrôle frontalier et l'application de la loi aux frontières. Assuré la coordination des activités et politiques avec d'autres organisations internationales comme l'OACI, INTERPOL, l'OIM, UNHCR, l'OMC et l'OMD ainsi qu'avec les *think-tanks* et centres de recherche universitaire pertinents. Mené un groupe de travail pour refondre l'outil d'évaluation principal du DECT. Élaboré des programmes en partenariat avec des partenaires externes et obtenu du financement volontaire de donateurs clés. Mené une initiative visant à créer un centre régional de formation en matière d'application de la loi en Asie du Sud. Coordinné chaque aspect d'un événement spécial organisé par le CTC à l'intention de tous les États membres sur les nouvelles technologies de communication et d'information. Joué un rôle clé dans l'organisation de deux réunions de haut niveau pour le compte du CTC en 2015, en obtenant le financement nécessaire.

- 2005 – 2012 : Conseiller juridique (P-4), Nations Unies, Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (New York, États-Unis).

Contrôlé la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité concernant le contre-terrorisme en examinant, en analysant et en évaluant les rapports d'exécution nationaux soumis par les États. Élaboré le principal outil d'évaluation du DECT pour mesurer le niveau de mise en œuvre par les États. Joué un rôle clé dans l'élaboration des stratégies et l'exécution des programmes de renforcement des capacités et de la coopération régionale parmi les praticiens du contre-terrorisme en Asie du Sud. Cerné les besoins en assistance technique des États pertinents et facilité leur satisfaction par l'entremise d'États donateurs ou d'organisations internationales. Agi comme point focal pour les donateurs pour ce qui est des relations du DECT avec la Commission européenne. Élaboré et piloté une stratégie médiatique pour publiciser les activités des Nations Unies et ainsi améliorer la coopération anti-terroriste régionale en Asie du Sud. Créé un forum qui

rassemble désormais des représentants de la société civile de l'Asie du Sud intéressés par le contre-terrorisme. Obtenue un financement de donateurs pour tous les programmes régionaux en Asie du Sud.

- 2001 – 2005 : Représentant adjoint intérimaire / Conseiller juridique (P-3), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) (Londres, R.-U.).

Appuyé le Gouvernement du Royaume-Uni dans les aspects politique, des opérationnel et juridique du domaine des réfugiés. Rédigé des interventions juridiques auprès de la Cour d'appel du R.-U. Offert des conseils, organisé des conférences et donné des formations sur les questions du droit des réfugiés à l'intention de représentants du Gouvernement du R.-U. d'ONG, d'universités et de cabinets d'avocats. Agi comme liaison entre l'UNHCR et le secteur des ONG. Supervisé toutes les transactions administratives et financières et fait rapport sur le Bureau. Recruté, interviewé, embauché et évalué le rendement du personnel des unités juridique, de programmes et administratives. Élaboré et exécuté un projet pluriannuel exhaustif pour aider le Home Office britannique à améliorer la qualité de ses décisions concernant les demandes d'asile. Participé à la rédaction et à l'exécution d'un accord de rapatriement tripartite entre l'UNHCR, l'Afghanistan et le R.-U., et obtenu le financement pour ce projet. Joué un rôle clé dans la négociation des politiques et questions opérationnelles pour la fermeture du camp de réfugiés Sangatte. Donné une série de discours et entrevues très médiatisés par les médias écrits et la radio. Agi comme point focal pour la technologie de l'information pour le Bureau.

- 1997 – 2001 : Représentant ad interim / Agent de protection (P-3), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Varsovie, Pologne).

Analysé et préparé des exposés de position et avis juridiques sur la conformité du Gouvernement de la Pologne par rapport à divers instruments légaux internationaux et régionaux, dont les instruments d'accession à l'UE. Offert une formation sur le droit des réfugiés à des représentants du gouvernement, des étudiants et des praticiens. Assuré et supervisé chaque aspect des activités du programme d'assistance de l'UNHCR-Varsovie en collaboration avec mes homologues du gouvernement et des ONG, dont la conception, le suivi et la budgétisation des programmes. Appuyé les efforts de renforcement des capacités des ONG et agences gouvernementales. Élaboré des stratégies de collecte de fonds efficaces pour les ONG. Agi comme liaison pour ce qui est des relations de l'UNHCR avec l'OSCE/ODIHR. Élaboré le concept et mené l'initiative pour créer des dispensaires d'information sur les droits de l'homme/le droit des réfugiés en Europe centrale et orientale et dans les pays baltes.

- 1995 – 1997 : Agent de protection adjoint (P-2), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Minsk, Bélarus).

Rédigé et négocié une entente de pays entre l'UNHCR et le Gouvernement de Bélarus. Contribué des conseils juridiques et observations sur la loi de la Bélarus et son applicabilité selon les normes internationales. Assuré et supervisé chaque aspect des activités du programme d'assistance de l'UNHCR-Minsk en collaboration avec mes homologues du gouvernement et des ONG, dont la conception, le suivi et la budgétisation des programmes. Suivi la situation générale des droits de l'homme en Bélarus et émis des observations à cet égard. Rédigé des directives concernant l'admissibilité de demandeurs d'asile en Bélarus. Organisé des séminaires et fourni des formations sur le droit des réfugiés et le droit public international à des représentants du Gouvernement, des étudiants et des praticiens.

Études et qualification professionnelle

- Études :
 - *Fellow invité, Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology* (2000 – 2001).
 - Doctorat en droit, École de droit de l'Université de San Diego (1992 – 1995).

- Licence en Arts (Cum Laude), double spécialisation en Histoire et Sciences politiques, Université de Pennsylvanie (1986 – 1990).
- Études primaires et secondaires au Japon.
- Cours de développement des capacités de gestion :
 - *Middle Management Learning Programme*, UNHCR (2002-2003).
 - *Management Development Programme*, Secrétariat de l'ONU (2010).
- Qualification professionnelle :
 - Médiateur certifié, *London School of Mediation* (2019).
 - Membre, *District of Columbia Bar Association* (1997).
 - Membre, *Hawaii State Bar Association* (1995).

Langues

- Anglais : langue maternelle.
- Japonais : langue maternelle.
- Français : en cours d'apprentissage.

Information personnelle

- Date de naissance : 11 août 1967.
- Lieu de naissance : Tokyo, Japon.
- Nationalité : japonaise.
- État civil : marié, 1 fille

8. MCINTYRE, Gabrielle (Australie)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Résumé exécutif

Je suis particulièrement bien positionnée pour comprendre et satisfaire les besoins d'une institution judiciaire grâce à presque vingt ans d'expérience en leadership et gestion d'une cour pénale internationale, y compris la gestion du changement, en ma capacité de Chef de Cabinet et Principal conseiller juridique sous quatre Présidents successifs dans deux cours pénales internationales : le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et l'institution qui l'a suivie, le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (IRMCT). Je présente des antécédents avérés pour ce qui est de l'atteinte des résultats par la gestion efficace et suis très au fait de la myriade de besoins des tribunaux internationaux : budgétaires, de ressources humaines et opérationnels. J'ai une compréhension et appréciation approfondies des complexités de la procédure criminelle en droit international et du rôle critique que joue le Greffier pour faciliter le déroulement efficient et sans heurts des activités de l'institution.

Administration

Je suis actuellement présidente de la Commission pour la vérité, la réconciliation et l'unité nationale (*Truth, Reconciliation and National Unity Commission*, TRNUC) des Seychelles. J'ai créé la TRNUC de toutes pièces et fait en sorte qu'elle soit opérationnelle dans un délai de trois mois, tel que mandaté. Je suis personnellement responsable du fonctionnement quotidien de l'organisation, de la gestion et de l'évaluation du rendement du personnel et des contrôles financiers. La TRNUC dispose de ressources limitées, compose avec une charge de travail excessive et fonctionne dans un environnement politique difficile. Toutefois, sous mon leadership, elle s'est forgée une solide réputation pour le professionnalisme, l'intégrité et l'excellence de sa performance.

Auparavant, j'ai dirigé le Bureau du Président et donné des conseils sur la gestion du TPIY et de l'IRMCT. Principale conseillère des présidents du TPIY et de l'IRMCT pour ce qui est des questions juridiques et politiques liées au rôle de supervision qu'exerce le Président sur le Greffier, j'ai participé de près à chaque aspect de la gestion quotidienne des deux institutions et dirigé l'élaboration d'instruments réglementaires et de mesures d'efficacité, notamment en assurant un soutien optimal, par le Greffe, aux Chambres et à l'Accusation dans l'exercice de leurs fonctions. J'étais également responsable des décisions concernant les demandes d'examen judiciaire des décisions du Greffier dans le cadre de questions administratives, ce qui m'a permis d'approfondir mon appréciation des nuances des instruments réglementaires et de la gestion efficace d'un tribunal.

Service de la Cour

Grâce à mes anciens rôles, je possède une expérience approfondie de toutes les fonctions administratives du Greffier, y compris la gestion des dossiers, les services linguistiques, les évaluations d'indigence, la rémunération des conseils de la défense, les conditions de détention, l'application des peines, la protection des témoins, les stratégies de rayonnement et communications, le renforcement des capacités, la dotation et les politiques du milieu de travail. Mes solides compétences de conceptualisation et d'analyse sont à l'origine de ma capacité avérée de cerner les problèmes et de proposer des solutions créatives dans tous ces domaines. J'ai collaboré étroitement avec le Greffe au TPIY et à l'IRMCT pour mettre en œuvre des mesures pour rehausser les efficacités et promouvoir le bien-être en milieu de travail. Comme présidente de la TRNUC, dont les activités sont très semblables à celles d'un tribunal, j'ai cerné et mis en place plusieurs mesures pour assurer la gestion

professionnelle d'une charge de travail lourde avec très peu de ressources, et ai cultivé et maintenu une équipe très motivée.

Activités externes et de rapport

J'ai une vaste expérience pour ce qui est de la représentation institutionnelle efficace auprès d'acteurs externes et l'obtention du soutien des États membres pour des institutions au profil élevé. J'ai également une vaste expérience dans le rayonnement auprès des collectivités des victimes en Europe et en Afrique et ai mené et géré des stratégies de communications et projets de renforcement des capacités dans mes rôles aux Nations Unies, comme présidente de la *Women's Initiatives for Gender Justice*, et à la TRNUC.

Exposé des qualifications

- Experte de premier plan en droit et procédure pénale internationale, en droit humanitaire international, en droits de l'homme et en droit administratif, et en gestion et établissement d'institutions internationales.
- Leader dans le domaine de la justice pour les femmes et militante reconnue pour l'égalité entre les sexes et le respect de la diversité.
- Plus de 15 ans d'expérience directe et exhaustive pour ce qui est de la fourniture d'un contrôle juridique et politique d'un Greffe au sein de deux cours pénales internationales.
- Vaste expérience avec les collectivités des victimes et l'exécution de programmes de justice transitionnelle aux Seychelles, en République démocratique du Congo, au Kosovo et en Ouganda.
- Grande expérience diplomatique en construction d'un appui des États membres pour les institutions internationales et nationales.
- Leader d'expérience en milieu diversifié et axé sur les résultats, capacité à motiver les membres d'une équipe, à exercer un bon jugement, à penser et mettre en œuvre des solutions aux nouveaux problèmes et à atteindre des résultats et ce, dans un contexte de travail très sensible et évolutif.
- Excellente communicatrice et collaboration au sein d'une équipe.

Études

Université de Cambridge, faculté de droit

- Octobre 1999 – juillet 2000, LLM :
 - Spécialisation en droit public international.
 - Mention très honorable.
 - Prix Tutorial pour réalisation remarquable, St. Edmund's College.
 - Bourse British Chevening.
 - Bourse Pegasus.

Université d'Adelaide, faculté de droit

- Mars 1997 – novembre 1997, baccalauréat spécialisé en droit :
 - Dissertation : *Bayes Theorem and the Presumption of Innocence*.
 - Mention très honorable.

- Mars 1991 – novembre 1995, Licence en droit :
 - Mérite d’office (décile supérieur).
 - Prix Thomas Gepp 1995 (conflits de lois).
 - Certificat de mérite du Doyen (droit familial).
- Mars 1991 – novembre 1995, Licence en Arts (jurisprudence).

Expérience

The Truth, Reconciliation and National Unity Commission, Victoria, Seychelles

- Mai 2019 – présent, présidente :
 - Présider la *Truth, Reconciliation and National Unity Commission* (TRNUC), chargée de sa création de toutes pièces, de sa gestion et de ses activités quotidiennes, et responsable de l’exécution de son mandat en pleine conformité avec sa loi habilitante.
 - Mentorer, guider et autonomiser les Commissaires nationaux et le personnel seychellois pour assurer l’appropriation nationale de la TRNUC.
 - Rédiger tous les instruments réglementaires, dont le Règlement de procédure et de preuve, les codes de conduite pour les Commissaires et le personnel, les procédures normalisées, les directives pratiques et protocoles d’entente, et former les Commissaires nationaux et le personnel quant à leur application.
 - Rédiger tous les instruments de gestion, y compris les descriptions de poste, contrats d’emploi, évaluations des risques et indicateurs du rendement et mesurer régulièrement les progrès opérationnels vers l’atteinte des objectifs mandatés.
 - Conceptualiser les besoins en matière de ressources opérationnelles par référence aux fonctions cernées et résultats escomptés et préparer et défendre un budget axé sur le rendement devant le ministère des Finances.
 - Superviser l’approvisionnement et la gestion des actifs et assurer la pleine conformité avec les procédures d’approvisionnement et règles financières et règlement financier ; contrôler les dépenses ; superviser la préparation des rapports financiers et d’audit.
 - Créer une unité de protection des témoins et mentorer le personnel pour ce qui est de la fourniture d’un appui aux témoins, de façon à rehausser la confiance du public à l’égard des travaux de la TRNUC.
 - Créer une unité d’appui aux accusés et mentorer le personnel pour ce qui est de la fourniture d’un appui aux accusés, de façon à rehausser la confiance des accusés à l’égard des travaux de la TRNUC.
 - Coordonner, planifier, prévoir, présider et gérer des audiences liées à plus de 350 plaintes individuelles.
 - Gérer l’examen efficace et efficient des plaignants, témoins, suspects et accusés dans le cadre d’audiences publiques et télévisées ou privées, dans le plein respect des principes des procédures établies et de la justice naturelle.
 - Rédiger des décisions pour plus de 350 affaires conformément aux normes internationales des droits de l’homme.
 - Mener le processus de prise de décision concernant les demandes d’amnistie dans le plein respect du droit international et des obligations des Seychelles en matière de traités.

- Mener la rédaction d'une politique de réparations en consultation avec les victimes en vue d'appuyer les recommandations de la TRNUC à l'égard de réparations qui répondent aux besoins et attentes des victimes.
- Communiquer régulièrement avec les médias pour promouvoir une bonne compréhension du mandat de la TRNUC et construire et maintenir l'appui de la collectivité pour les travaux de la TRNUC.
- Nouer des relations de coopération avec la police nationale, l'appareil judiciaire et d'autres institutions pertinentes en vue de fomentier un appui volontaire pour les travaux de la TRNUC, ceci afin d'alléger ses activités.
- Conceptualiser et promouvoir la préservation des travaux de la TRNUC par le rayonnement et les communications, et la création d'un Centre d'information.

Women's Initiatives for Gender Justice, La Haye, Pays-Bas et Amolatar, Ouganda

- Décembre 2014 – présent, présidente du Conseil de direction :
 - Superviser l'exécution du mandat de cette grande organisation internationale de défense des droits des femmes, chargée de la défense de la justice pour les femmes par l'entremise de la Cour pénale internationale et divers mécanismes à l'échelon national, y compris des négociations de paix et processus de justice transitionnelle, en collaboration avec des partenaires sur le terrain, des groupes de victimes et des défenseurs des victimes.
 - Superviser et assurer la résolution des audits internes et questions concernant les programmes de réconciliation menés par *Women's Initiatives* en République démocratique du Congo et en Ouganda.

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, Arusha, République-unie de Tanzanie et La Haye, Pays-Bas

- Janvier 2019 – avril 2019, Conseil judiciaire principal :
 - Agi comme conseiller principal aux juges éloignés de cette institution transcontinentale responsable de l'achèvement des travaux judiciaires des tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda (TPIR) et l'ex-Yougoslavie (TPIY).
- Juillet 2012 – janvier 2019, Chef de Cabinet / conseiller juridique principal :
 - Agi comme principal conseiller juridique et politique au Président de cette institution transcontinentale, responsable de l'exécution des fonctions résiduelles essentielles du TPIR et du TPIY, tout en continuant d'agir dans cette même capacité auprès du TPIY jusqu'à la séparation de la Présidence en novembre 2017.
 - Fourni des conseils juridiques et politiques au Président en sa capacité de juge président des Chambres d'appel du TPIY, du TPIR et de l'IRMCT et Président du TPIY et de l'IRMCT avec autorité de supervision du Greffe.
 - Géré et contrôlé les travaux des Chambres du TPIY et de l'IRMCT en général et coordonné les travaux de la Présidence et des Chambres, ainsi que les audiences en appel au sein des deux institutions.
 - Rédigé et contrôlé la rédaction de toutes les décisions d'appel interlocutoire et décisions en appel présidées par le Président ainsi que toutes les ordonnances et décisions du Président pour le TPIY et l'IRMCT.

- Conceptualisé et élaboré des instruments réglementaires, politiques internes et directives pratiques pour les travaux des Chambres et supervisé la rédaction d'instruments réglementaires au sein du Greffe au TPIY et au IRMCT.
- Élaboré et opérationnalisé des stratégies et politiques concernant le leadership et la gestion de l'IRMCT et du TPIY.
- Alloué des ressources pour la production de produits et leur livraison opportune et offert des orientations de programmes, de gestion et d'administration pour le bon fonctionnement du Bureau du Président, de la Section d'appui juridique aux Chambres et du Greffe de l'IRMCT et du TPIY.
- Rédigé et examiné les projets de soumissions budgétaires et fourni des justifications claires et convaincantes à l'appui des budgets du TPIY et de l'IRMCT.
- Mené et exécuté des exercices d'examen visant à dégager des gains d'efficacité et économies budgétaires pour le TPIY et le IRMCT.
- Assuré le contrôle des travaux du Greffe et révisé les communications, communiqués de presse et activités de relations extérieures et fourni une orientation générale et supervision au sein du Greffe pour ce qui est des communications externes, pour le TPIY et l'IRMCT.
- Assuré le contrôle de l'application des peines et fourni une orientation générale et supervision au sein du Greffe pour ce qui est de l'application des peines et des conditions of détention au TPIY et à l'IRMCT.
- Assuré la communication avec les État membres assurant l'application des peines du Tribunal et coordonné la supervision de l'application des peines en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge pour l'IRMCT.
- Facilité le suivi judiciaire des dossiers transférés et de l'application des peines en Afrique et en Europe pour l'IRMCT.
- Assuré le contrôle du Centre de détention des Nations Unies et donné des orientations au Greffe concernant les politiques, procédures et conditions de détention pour le TPIY et l'IRMCT.
- Rédigé et contrôlé la rédaction de demandes d'examen judiciaire de décisions du Greffe concernant les évaluations de l'indigence, les droits en détention, la rémunération des conseils de la défense et autres abus allégués des pouvoirs administratifs, pour le TPIY et l'IRMCT.
- Assuré les contacts avec le milieu diplomatique, les organisations non-gouvernementales, les groupes de victimes et le milieu international dans son ensemble concernant les travaux de l'IRMCT et du TPIY.
- Agi comme point focal pour les questions de genre et point focal pour les questions de l'exploitation et des agressions sexuelles pour le TPIY et l'IRMCT.
- Participé au panel consultatif mandaté de fournir des conseils au Président et Greffier sur toute question liée aux conseils de la défense pour l'IRMCT et le TPIY.
- Agi comme présidente remplaçante du Conseil d'examen du Comité mixte de négociation pour l'IRMCT.
- Agi comme présidente du Comité consultatif au Centre d'information de Sarajevo du TPIY.

- Rédigé et révisé les projets de rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'IRMCT et du TPIY.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye, Pays-Bas

- Juillet 2004 – novembre 2015, Chef de Cabinet / conseiller juridique principal :
 - Ai fait double emploi comme Chef de Cabinet/conseiller juridique principal pour l'IRMCT et pour le TPIY à la suite du démarrage de leurs mandats respectifs le 1^{er} juillet 2012 et 1^{er} juillet 2013, et assuré toutes les fonctions indiquées ci-dessus pour le TPIY.
 - Mené et coordonné la conceptualisation et la création de l'institution de l'IRMCT et rédigé et supervisé la rédaction de tous les instruments réglementaires pour la nouvelle institution.
 - Contrôlé l'élaboration et l'exécution des projets résiduels du TPIY et supervisé la collecte de fonds.
 - Conceptualisé et représenté le TPIY au sein du conseil du projet Justice pour les crimes de guerre, initiative multi-millionnaire visant à construire une capacité judiciaire nationale pour l'adjudication des affaires de crimes de guerre.
 - Contrôlé les communications et relations extérieures et élaboré et géré des événements de rayonnement auprès des groupes de victimes pour améliorer les connaissances et la compréhension du TPIY et de la transition du TPIR vers l'IRMCT.
 - Assuré les contacts avec le milieu diplomatique, les organisations non-gouvernementales et le milieu international en général concernant les travaux du TPIY, y compris un soutien pour des initiatives de justice transitionnelle de vérité et transparence nationales, comme l'établissement de Chambres spéciales pour les crimes de guerre, de programmes de réparations et de centres d'information et de mémoire.
 - Agi comme membre du Panel disciplinaire, statuant sur les allégations d'inconduites des conseils comparissant devant le TPIY.
 - Agi comme membre du Panel d'appel des évaluations du rendement, statuant sur les allégations d'iniquités procédurales dans les évaluations du rendement.
- Février 2010 – février 2011, Chef intérimaire des Chambres :
 - Ai fait double emploi comme Chef de Cabinet et conseiller juridique principal.
 - Contrôlé et coordonné les travaux des Chambres en général.
 - Fourni un appui et une supervision juridiques aux procès et appels au TPIY et au TPIR.
 - Conceptualisé les besoins budgétaires et négocié des budgets supplémentaires pour le TPIY.
 - Représenté les Chambres aux réunions multi-organes.
 - Supervisé et géré le rendement de 70 employés.

- Octobre 2003 – juillet 2004, Chef adjoint de Cabinet :
 - Agi comme principal conseiller juridique et politique au Président, principale responsable de la gestion et conduite de la procédure judiciaire présidée par le Président, ainsi que du contrôle et de la gestion des travaux des Chambres en général.
- Février 2001 – octobre 2003, Conseiller juridique adjoint :
 - Agi comme conseillère juridique auprès d'un juge et géré les audiences préliminaires et de première instance.
 - Rédigé des avis juridiques, décisions et jugements.

Nations Unies, Mission au Kosovo, Pristina, Kosovo

- Septembre 2002 – mars 2003, Conseiller juridique, ministère de la Justice :
 - Formé des juristes internationaux à l'application à l'échelon national du droit humanitaire international dans le cadre du droit civil national du Kosovo.
 - Aidé les procureurs internationaux à la préparation et présentation à procès d'affaires de crimes de guerre dans le cadre du droit civil du Kosovo.

Bureau du Procureur de la Couronne, South Australia, Australie

- Avril 1999 – septembre 1999, procureur, Procureur de la Couronne :
 - Agi comme conseillère juridique sur les questions constitutionnelles.

Discours et conférences

Conférencière experte et invitée

- Co-coordonnatrice, *Africa Legal Aid*, Une approche sensible au genre pour le mentirats des juges de la CPI et des tribunaux et cours internationaux (en continu).
- Agi comme conférencière invitée dans le cadre d'événements tenus en marge de sessions successives de l'Assemblée des États Parties de la Cour pénale internationale, en y abordant des sujets comme l'élaboration d'une stratégie exhaustive de clôture d'une situation pour la Cour, les modes de responsabilité des cours pénales internationales, l'établissement de repères de base pour mesurer l'efficacité des cours pénales internationales, la budgétisation sensible au genre et le traitement des crimes sexuels et sexistes.

Publications et qualification professionnelle

- *Defining Human Rights in the Arena of International Humanitarian Law: Human Rights in the Jurisprudence of the ICTY*, juillet 2003, G. Boas & W. Schabas (eds.) ; *International and Criminal Law Developments in the Case Law of the ICTY: Equality of Arms – Defining Human Rights in the Jurisprudence of the ICTY*, Leiden Journal of International Law, vol. 16, 2003 ; *The International Residual Mechanism and the Legacy of the International Criminal Tribunals for the former Yugoslavia and Rwanda*, Goettingen Journal of International Law, vol. 3(3), 2011 ; *Expert Initiative on Promoting Effectiveness at the International Criminal Court*, mai 2014 ; *Performance Assessment Cannot Take Place in a Vacuum*, mai 2017, ICC Forum, *Invited Experts on Performance Issues*, à <http://iccforum.com/performance#McIntyre> ; *The Pace of Progress: Addressing Crimes of Sexual and Gender-Based Violence in the Generation After Rome*, AJIL Unbound, vol. 112, 2018 ; *The Impact of a Lack of Consistency and Coherence: How Key Decisions of the International Criminal Court Have Undermined the Court's Legitimacy*,

QIL, Zoom, 67 (2020) 25-57 ; *The ICC, Self-Created Challenges and Missed Opportunities to Legitimize Authority over Non-State Parties*, *Journal of International Criminal Justice* (2021) 1-31 1-31.

- Juillet 2014 : Admise à la liste des conseils de la CPI.
- Février 1997 : Admise à la liste des conseils de la Cour suprême du South Australia.

9. MUZIGO-MORRISON, Rosette (Ouganda)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Mon expérience dans les domaines judiciaire, juridique, des communications, administratif, diplomatique et de gestion, couvrant une période de 26 ans au sein du système commun des Nations Unies, fait de moi la candidate idéale au poste de Greffier : j'assurerai que la Cour continue de remplir son mandat ; qu'elle maintienne sa réputation mondiale d'excellence et de fiabilité ; et qu'elle exécute son mandat. J'ai des compétences éprouvées pour la création de mécanismes juridiques administratifs internationaux ; de structures organisationnelles ; de protocoles et politiques ; et de programmes qui appuient et complètent le Bureau du Greffier.

Conseiller juridique au Cabinet du Greffier, j'ai fait partie de l'équipe qui a créé, de toutes pièces, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha et, par la suite, j'ai dirigé l'ouverture des bureaux du TPIR et du Tribunal spécial pour la Sierra Leone à La Haye, en m'assurant de leur fonctionnement efficace, conformément à leurs mandats respectifs. J'ai fait partie de l'équipe qui a négocié les lettres d'échange et les ai adaptées aux besoins du tribunal, pour aboutir à la conclusion d'accords avec le pays hôte et d'accords de fournisseurs de services. Cette expérience, mes 20 ans de représentation du Greffier et mon travail avec le pays hôte est vitale au rôle de Greffier.

J'ai apporté une contribution importante au développement de l'administration et la gestion de la Cour, ayant rédigé des protocoles de gestion et directives pratiques novateurs. Représentante d'un Greffier pendant 17 ans, j'ai représenté le Greffier en salle d'audience, et géré toutes sortes de dossiers du Greffe, y compris : ressources humaines, recrutement, budgétisation, gestion des ressources. J'ai négocié des accords de coopération avec l'État hôte et autres États membres de l'ONU à des fins de prestation de services. Je me suis distinguée pour mon appui aux juges de la Chambre d'appel du TPIR et en ai été récompensée.

J'ai créé de toutes pièces des mécanismes et protocoles novateurs d'appui et de protection des témoins et des victimes, négocié des ententes novatrices de coopération sur les mouvements, la réinstallation et l'appui des témoins pendant et après leur témoignage, ententes qui ont depuis été adoptés par des tribunaux internationaux.

J'ai fait partie de l'équipe qui a négocié la création du premier centre de détention des Nations Unies à Arusha et ai collaboré avec le Comité international de la Croix-Rouge pour élaborer des règles de détention des accusés dans les installations des Nations Unies. Ceci a été fait en parallèle avec l'élaboration de services aux conseils de la défense, expérience vitale au rôle de Greffier.

Membre du premier comité sur les crimes sexuels et sexistes, je contribue à ce rôle mon expérience en enquête et prévention de l'intimidation, du harcèlement, des agressions et de l'exploitation sexuelles en milieu de travail, et aimerais créer un bureau d'ombudsman à la Cour afin de réduire ce genre de litiges, qui s'avère extrêmement coûteux.

Ayant travaillé pour les Nations Unies et de nombreuses autres organisations de ce genre pendant des années, je suis bien au fait des politiques et pratiques courantes des Nations Unies ; des tendances émergentes (notamment pour ce qui est du mandat de base et des besoins en ressources humaines du Bureau) ; et des pratiques innovantes d'évaluation de l'efficacité des programmes d'une organisation.

Mes compétences en communications et en organisation m'ont permis de relever le profil des organisations pour lesquelles j'ai travaillé et de rehausser leur réputation internationale.

Exposé des qualifications

Compétences

- Experte en droit public international, humanitaire, pénal, des droits de l’homme ; études de genre ; questions de paix et de sécurité.
- Administratrice éprouvée de cours pénales internationales.
- Spécialiste en genre, enquêteur principal, crimes sexuels et sexués, ONU Femmes/*Justice Rapid Response*.
- Experte en programmes d’appui et de protection des victimes et témoins.
- Connaissance des moyens de création des mécanismes juridiques permettant aux organisations internationales de s’acquitter de leurs mandats.
- Négociatrice et diplomate chevronnée et éprouvée.
- Gestionnaire et administratrice chevronnée.
- Mentorat et coaching d’autres professionnels, notamment de femmes, au sein d’organisations internationales.
- Leader encourageante et excellente joueuse d’équipe.
- Gestionnaire et administratrice de ressources humaines d’expérience au sein des Nations Unies.

Antécédents professionnels

- Septembre 2021 – présent : Directrice ; *Mazima Community Development Initiative*, Jinja, Ouganda/Almere NL :
 - Élaborer des programmes et projets visant à augmenter la participation effective des filles, mères adolescentes et femmes à des activités formelles et informelles pour améliorer leur bien-être.
 - Promouvoir l’accès des femmes aux rôles de prise de décision, aux activités productrices de revenus, à la planification, à l’affranchissement économique des femmes et à l’établissement d’institutions sensibles au genre pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste.
 - Élaborer des mécanismes soutenable de lutte contre l’impunité de la violence sexuelle et sexiste au foyer.
 - Élaborer des programmes de promotion d’une approche sensible au genre pour prévenir et lutter contre l’extrémisme violent.
- 2020 – août 2021 : Consultante ; Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas :
 - Dirigé la rédaction de la politique sur le patrimoine culturel.
 - Remplacé le Procureur pour présenter des mémoires dans le cadre de séminaires et tables rondes de haut niveau ; ONU, OTAN.
 - Coordonné la mise en œuvre de la politique sur les crimes sexuels et sexistes.

- Négocié et rédigé des ententes de coopération avec les États Parties et autres organes de la Cour.
- Appuyé la mise en œuvre de la politique sur les crimes contre les enfants ou les touchant.
- Révisé des contrats commerciaux pour l’approvisionnement de services en assurant le respect juridique des modalités d’approvisionnement et en protégeant la Cour de tous litiges et conflits d’intérêt.
- 2016 – 2021 : Conseiller juridique ; Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, Section des avis juridiques, La Haye, Pays-Bas :
 - Appliqué une expertise juridique à l’analyse de projets de mémoires et memorandums.
 - Exécuté des recherches et enquêtes juridiques et rédigé des exposés de position concernant des questions émergentes complexes.
 - Préparé des mémoires de conférence et représenté le Procureur à l’interne et à l’externe.
 - Rédigé des mémoires et discours écrits et oraux qui ont été prononcés par les principaux dirigeants de la Cour aux Nations Unies.
 - Prononcé des discours pour des universités, groupes et experts en visite.
 - Préparé des documents politiques et manuels opérationnels.
 - Formé des collègues et créé du matériel de formation pour le Bureau du Procureur.
 - À titre de Responsable des activités, géré les activités, budgets et logistique liés au personnel et aux témoins.
 - Fait enquête sur les incidents d’inconduite du personnel et géré les fonds des bureaux extérieurs.
 - Géré la protection des témoins, dont les évaluations de vulnérabilité, de menace et de risque.
 - Coordonné et contrôlé les dépenses d’activités ; rédigé des rapports de dépenses et préparé des budgets.
 - Préparé des manuels, procédures normalisées et autres documents opérationnels critiques.
- 2000 – 2015 : Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), Conseiller juridique, La Haye, Pays-Bas :
 - Créé de toutes pièces le bureau du TPIR à La Haye.
 - Élaboré et géré toutes les fonctions du Greffe : rôles judiciaires et de direction ; ressources humaines ; appui et protection des témoins et des victimes ; conseils de la défense et gestion des installations de détention ; services linguistiques ; relations externes.
 - Agi comme point focal pour la coordination de chaque aspect des travaux du TPIR.

- Coordonné tous les services d'appui juridique et administratif à la Chambre d'appel avec les ministères du pays hôte et autres entités de l'ONU.
- Établi des mécanismes de coopération internationale et négocié des protocoles avec l'État hôte.
- Négocié et rédigé des ententes de coopération à l'appui des travaux du Tribunal en Europe, au Canada et en Amérique du Nord.
- Remplacé le Greffier comme coordonnatrice de la gestion de la Cour ; préparé des directives pratiques et soumissions du Greffe ; présidé les dépositions de témoins ; présidé la procédure de certification des dépositions des témoins.
- Effectué des recherches dans le droit pénal international et les jugements pertinents aux travaux du TPIR.
- Supervisé et assuré le recrutement et assuré les fonctions de ressources humaines pour le bureau de La Haye.
- Fait des recherches et préparé des mémoires juridiques et autres documents administratifs et juridiques.
- Plaidé devant le Tribunal administratif des Nations Unies.
- Préparé et appuyé les séances plénières des juges.
- 1997 – 2000 : Tribunal pénal international pour le Rwanda, Cabinet du Greffier :
 - Travaillé comme assistante spéciale au Greffier.
 - Joué une rôle clé dans l'ouverture du bureau.
 - Rédigé des notes verbales, ententes de coopération et accords et lettres d'échange avec le pays hôte.
 - Rédigé les premiers protocoles de gestion des témoins relativement aux droits des victimes qui témoignent devant le TPIR ; pris des dispositions pour le remboursement des manques à gagner des témoins et victimes qui comparaissent devant le Tribunal.
 - Rédigé les protocoles d'entente sur le mouvement et la réinstallation des témoins et l'exécution des peines par les personnes condamnées par le TPIR, et représenté le Greffier dans ces négociations.
 - Effectué des enquêtes préliminaires sur les allégations d'inconduite et fourni des rapports au Greffier pour l'aider dans le processus de décision quant au lancement d'enquêtes officielles.
 - Aidé le Greffier à préparer, réviser et contrôler une foule de documents, dont des projets de correspondance au Bureau des affaires juridiques et aux hauts représentants des États membres ; des discours ; des rapports ; des politiques ; des communiqués de presse ; des allocutions dans le cadre de conférences internationales.
 - Préparé des projets de réponse et soumissions pour le compte du Greffier pour ce qui est de questions concernant le TPIR devant le Tribunal administratif des Nations Unies.

- Agi comme rapporteur officiel pour toutes les séances plénières des juges, rédigeant le procès-verbal et assumant toutes les activités administratives connexes (1997 à 2000 et 2012 à 2015).
- Effectué des recherches et rédigé des soumissions et memorandums sur des questions juridiques complexes émergentes liées aux affaires qui exigeaient une réponse du Greffier.
- Représenté le Greffier au Comité des nominations et promotions, 1997 à 2000.
- Représenté le Greffier aux séminaires, réunions officielles et conférences internationales, y compris les comités préparatoires et la Conférence de Rome pour la création de la CPI. Coordonné le programme de stages, le programme de personnel mis à disposition à titre gracieux, le Programme des administrateurs auxiliaires au nom du Greffier.
- Négocié des accords avec les états hôtes de la Tanzanie et du Rwanda pour la fourniture de services nationaux, comme les lignes aériennes.
- Représenté le Greffier au Comité du règlement et ai fait partie du groupe qui a rédigé les directives pratiques du Greffe et le manuel de gestion de la Cour.
- 1996 – 1997 : Conseiller juridique/Unité d'appui aux témoins et aux victimes : TPIR :
 - Créé et organisé, de toutes pièces, la toute première unité de protection et d'appui aux témoins et aux victimes au Tribunal pénal international pour le Rwanda.
 - Sélectionné, recruté et formé le groupe initial d'assistants chargés de l'appui aux témoins et d'agents de protection : établi les postes, rédigé les descriptions de poste et effectué des sondages d'emploi ; soumis ces postes à examen à des fins de classement et suivi les procédures liées au système établi des Nations Unies.
 - Coordonné la création de refuges.
 - Fourni des conseils et orientations stratégiques au Greffier concernant tous les services liés aux témoins et victimes apparaissant devant le Tribunal, dont l'établissement de politiques et la création de procédures normalisées ; défini les droits des témoins et des victimes, dont l'établissement de leurs prestations et la définition des responsabilités des témoins et des victimes.
 - Assuré le contact avec les autorités du pays hôte et négocié des protocoles et ententes de coopération pour la gestion et le mouvement des témoins et victimes, y compris les formulaires de dérogation aux exigences d'immigration et la fourniture de services de protection pour les refuges et les mouvements vers et depuis la Cour.
 - Assuré, pour la première fois, l'établissement de politiques et de dispositions internationales d'instruments de droits de l'homme de façon à les traduire par une application pratique au bénéfice des témoins et des victimes.
 - Rédigé, examiné et révisé, au besoin, les procédures normalisées à l'appui des mesures de protection en place, initiative novatrice et sans précédent.
 - Représenté le Greffe en salle d'audience pour les questions concernant la Section d'appui aux témoins et aux victimes ; rédigé et préparé des motions, mémoires et memorandums juridiques pour les soumissions concernant les questions de la Section d'appui aux témoins et aux victimes ; et coordonné et assuré l'application des mesures de protection ordonnées par la Cour.

- 1995 – 1996 : Conseiller juridique adjoint/Enquêteur : TPIR :
 - Fait partie de l'équipe ayant lancé les premières poursuites à Kigali et qui a présenté des affaires inédites.
 - Préparé des chefs d'accusation et les ai défendus devant le comité d'examen en vue de leur dépôt.
 - Ai représenté le Procureur dans les affaires Le Procureur c. Jean Paul Akayesu, et Le Procureur c. Georges Anderson.
 - Interviewé les témoins et recueilli des preuves.
 - Exécuté des recherches, préparé des motions, des réponses aux motions de la défense, des memorandums juridiques et des recherches sur divers éléments de crimes.
 - Agi comme membre du premier comité sur la violence sexuelle pour la poursuite de crimes sexuels.
 - Sélectionné et préparé les deux premières affaires et représenté le Procureur ; appuyé les mouvements de tous les témoins de l'accusation dans les quatre premières affaires du TPIR.
 - Rédigé et révisé les documents et mémoires avant leur soumission aux Chambres ou au Greffe.
 - Priorisé les enquêtes et la cueillette des preuves pour les crimes sexuels et les crimes contre les enfants.
 - Contribué à la création d'un environnement propice au bien-être du personnel dans un lieu d'affectation interdit aux familles.
 - Conçu et établi le premier programme d'appui aux témoins et aux victimes pour les témoins et victimes du Bureau du Procureur, y compris la négociation de leurs mouvements et de l'exonération des exigences d'immigration avec le pays hôte.
- 1988 – 1995 : Agente de programme, droits de l'homme / Directeur adjoint : Bureau de la planification, du développement et de la réadaptation, Église de l'Ouganda :
 - Représenté le Directeur pour ce qui est de la formation et gestion du personnel et le développement organisationnel, assurant la compétence de 35 employés.
 - Fait preuve de solides compétences conceptuelles et analytiques dans l'élaboration d'un programme pour appuyer la résolution des conflits dans un pays divisé.
 - Dirigé la formation de hauts dignitaires de l'Église, y compris des évêques et leur épouse, sur les droits de l'homme et l'émancipation des femmes.
 - Mené des recherches et enquêtes sur des violations des droits de l'homme et préparé des rapports qui remettaient en question les autorités gouvernementales ; offert une aide juridique *pro bono* aux plus pauvres (essentiellement des femmes et des enfants).
 - Contrôlé la gestion de tous les projets de formation financés au sein de l'Église anglicane de l'Ouganda.
 - Participé à l'évaluation du programme décennal du pays pour évaluer l'efficacité des partenariats d'aide au développement centralisés.

Autres détachements à court terme/agences de l'ONU - 2006 à 2008 et 2010 à 2012

- Mené des enquêtes sur la violence sexuelle pour la Commission d'enquête indépendante sur la Libye.
- Préparé des plans d'enquête ; assuré le contact avec d'autres organisations non-gouvernementales, agences humanitaires et autres agences spécialisées des Nations Unies pour trouver des témoins et victimes potentiels.
- Effectué des enquêtes, enregistré des déclarations de témoins et préparé des rapports sur la situation des réfugiés et autres personnes vulnérables.
- Cerné les besoins des témoins et victimes et trouvé les mécanismes d'appui aux victimes à l'échelon local et international.
- Fourni une formation en appui et protection des témoins au personnel de la Commission.
- Apporté une contribution critique au rapport final de la Commission d'enquête sur les conclusions des enquêtes.
- Formé les autres enquêteurs en techniques d'entrevue ; mené des analyses de sécurité-risque, de la menace, de la vulnérabilité et de la situation en vue d'élaborer les mécanismes de protection et d'appui appropriés pour les témoins et victimes de crimes.
- Préparé un programme d'appui et de protection des témoins et des victimes.

Témoin expert : UNHCR, 2010

- Agi comme membre du panel sur la crise de l'exploitation et des agressions sexuelles en République démocratique du Congo orientale (détachée de l'UNHCR).
- Établi un programme d'appui et de protection des témoins, victimes et dénonciateurs pour le personnel et les réfugiés coopérant avec le Bureau de l'Inspecteur général sur une enquête portant sur l'agression sexuelle et l'exploitation sexuelle.
- Mené des enquêtes sur l'exploitation et les agressions sexuelles commises par le personnel des Nations Unies et autres personnels humanitaires travaillant avec des réfugiés au Congo oriental et au Rwanda occidental.
- Effectué des évaluations de sécurité pour les victimes et les témoins et fait des recommandations quant aux appuis et protections appropriés offerts par l'UNHCR.
- Noué des contacts locaux et internationaux de partenariat avec l'UNHCR pour l'exécution du programme d'appui et de protection.

Tribunal spécial pour la Sierra Leone, 2006 à 2008

- Créé une mission à La Haye pour l'affaire Charles Taylor (en détachement du bureau extérieur du Tribunal spécial pour la Sierra Leone).
- Établi et géré le Greffe ; négocié et conclu des ententes avec le pays hôte (Gouvernement des Pays-Bas) ; rédigé des ententes internes concernant le mouvement des juges, du personnel et des témoins et de toutes les activités de la Cour dans les pays du bénélux et à la CPI.

Stage au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), La Haye, Pays-Bas, 1995

- Greffier légiste/stagiaire au Bureau du Procureur.

Stage, Survival International, Londres, Royaume-Uni, 1994

- Stagiaire juridique.

Études et langues

- Candidate de doctorat (en cours), droit des droits de l’homme, Université nationale d’Irlande, *Irish Centre for Human Rights*, Galway.
- LLM, maîtrise de droit, 1994, droit international des droits de l’homme, Summa Cum Laude, Université Notre Dame, États-Unis.
- M.A, maîtrise ès arts, 1993, *International Peace Studies*, Université Notre Dame, États-Unis.
- LLB, 1998, Bachelier de droit, Université Makerere, Kampala, Ouganda.

Prix

- *Distinguished Alumni Award* (2011), Université Notre Dame, pour contributions à la construction de la paix et aux droits de l’homme.
- Boursière, *Ford Foundation Scholarship Award* (1993).
- *International Peace Scholar, Joan Kroc Institute of International Studies*, États-Unis (1992).
- Boursière, *Busoga Local Administration Scholarship for Distinguished Students* (1975).

Langues

- Anglais : Excellent, écrit et oral.
- Français : niveau 7, B2.

10. PAM, Ibrahim James (Nigéria)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Dans mon rôle actuel comme premier Directeur et Chef de l'Unité d'intégrité indépendante au Fonds vert pour le climat, depuis 2016, je suis responsable de la préservation du portefeuille institutionnel d'une valeur de 37 milliards de dollars, géré par l'entremise de 103 entités accréditées, pour 158 projets dans 176 pays en développement. Pour créer l'unité, j'ai recruté du personnel et élaboré des plans de travail et budgets annuels, que j'ai négociés avec le Comité du budget, le Comité d'éthique et d'audit et le Conseil de direction du Fonds. J'ai créé un cadre politique pour l'intégrité afin de défendre les activités du Fonds et mis en œuvre les politiques sur l'éthique et les conflits d'intérêt. J'ai participé à la conception du mécanisme interne de présentation de griefs du Fonds. J'ai également créé un module de formation sur la gestion du risque de fraude en matière d'approvisionnement concernant les activités du Fonds. J'ai établi des relations de travail opérationnelles et protocoles d'ententes avec plus de quarante bureaux d'enquêtes de nos institutions homologues, y compris des bureaux des Nations Unies et des banques de développement multilatérales. Enfin, j'ai noué des partenariats stratégiques et développé des réseaux de pairs concernant les questions de préservation critiques.

Entre 2005 et 2012, j'ai été analyste adjoint puis enquêteur et coordonnateur de procès à la Division des enquêtes du Bureau du Procureur de la Cour, où, en tant que membre senior de l'équipe d'enquête, j'ai mené les enquêtes pour les affaires les plus complexes et appuyé la présentation d'affaires devant les juges. J'ai dirigé de vastes activités de coopération avec les agences du renseignement et d'application de la loi, les autorités militaires et civiles d'États membres et mené des activités d'enquête dans plusieurs pays de droit civil et de la common law. Une partie importante de mes responsabilités consistait à fomentier la coopération avec les États et des organisations internationales étatiques et non-étatiques pour faciliter les travaux du Bureau du Procureur. Ceci présupposait de travailler étroitement avec mes collègues au Greffe et les avocats de procès et de la défense pour gérer les victimes et les témoins et leur assurer une représentation digne de ce nom.

À titre d'enquêteur principal au sein de la Banque africaine de développement, de 2012 à 2015, j'étais responsable de la protection des actifs de la banque, totalisant 18 milliards de dollars. J'ai élaboré le plan de travail et budget annuels pour la Division des enquêtes et négocié les besoins en ressources avec le service du Budget, et rédigé et présenté les budgets et plans de travail pour approbation par le Conseil de la Banque. J'ai également géré une équipe de dix enquêteurs et trois personnels d'appui.

Comme enquêteur résident/chef d'équipe d'enquête de la Division des enquêtes du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), de 2015 à 2016, j'ai fait partie d'une d'équipe responsable de trois missions des Nations Unies à la fois, représentant ensemble quelque 52 000 personnels et un budget total estimatif de 3,3 milliards de dollars.

Au final, ma vaste expérience dans les domaines de la justice internationale, le droit pénal et administratif, les enquêtes financières et de fraude en matière d'approvisionnement, l'analyse de crime et la gestion du risque de fraude, acquise au fil de vingt-et-un ans d'expérience exceptionnelle au sein d'institutions nationales et internationales, me donnent des compétences uniques qui sont très appréciables dans un contexte de gouvernance institutionnelle et de contrôle interne. Cette expérience est cimentée par des études supérieures en politiques sociales, en criminologie, en prévention du crime, en droit pénal international et en droit des droits de l'homme à la *London School of Economics and Political Sciences* et une solide connaissance des règles et procédures des institutions internationales

publiques et de l'éthique de la fonction publique internationale. J'ai donc l'honneur de présenter ma candidature aux fonctions de Greffier de la Cour pénale internationale.

Exposé des qualifications

Antécédents professionnels

Éminent avocat international et enquêteur criminel, solide expérience en leadership et spécialisation en enquête de crimes de masse, de violations des droits de l'homme et des crimes de fraude et crimes financiers, et une vaste expérience en enquêtes administratives et criminelles dans plusieurs pays partout au monde, pour le compte de bureaux d'enquête nationaux et internationaux. Compétences avancées en utilisation d'outils d'analyse, de visualisation et de gestion de preuve comme i2Analyst Notebook, CaseMap, RingTail et GoCase. Excellentes capacités orales et de présentation, ainsi que d'interprétation numérique. Travaille bien sous pression et échéances serrées et à l'aise au sein d'équipes multinationales et multiculturelles.

Expérience professionnelle

- Novembre 2016 – présent : Chef de l'Unité d'intégrité indépendante ; Fonds vert pour le climat, Songdo, République de Corée :
 - Créé, mené et géré l'Unité d'intégrité indépendante, avec autorité de nomination et de direction du personnel de l'unité.
 - Fait enquête sur d'importants incidents de violations d'intégrité, dont inconduite, harcèlement, fraude et corruption, concernant les activités du Fonds (y compris les actions de son personnel), les approvisionnements pour le Fonds et les activités (dont projets et programmes) utilisant des ressources du Fonds, directement ou indirectement.
 - Élaboré des politiques, procédures et contrôles pour réduire les possibilités de violations d'intégrité et appuyer la lutte anti-corruption, et lutter contre le financement du terrorisme sous couvert des activités du Fonds.
 - Élaboré un outil novateur d'analyse de données fondé sur l'apprentissage machine pour détecter les indices de problèmes dans le portefeuille de projets du Fonds, d'une valeur de plus de 33 milliards de dollars américains, répartis sur 197 pays.
- Juin 2015 – octobre 2016 : enquêteur résident, Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) [accréditation concomitante auprès de la *United Nations Interim Security Force in Abyei* (UNISFA)] ; Bureau des services de contrôle interne (BSCI, Division des enquêtes), Nations Unies, Juba :
 - Mené des enquêtes complexes d'exploitation et d'agressions sexuelles, d'approvisionnement, d'inconduite et de fraude concernant trois missions des Nations Unies au Soudan du Sud, à Abyei et en République centrafricaine.
 - Chef adjoint d'une équipe d'enquête sur les agressions sexuelles qui a mené la plus grande enquête de l'histoire des Nations Unies en matière d'exploitation et d'agressions sexuelles commises par des gardiens de la paix des Nations Unies, en République centrafricaine, en 2016.
 - Créé une base de données intégrée interrogeable de gestion du risque en Microsoft Excel, dépôt d'information et outil d'analyse à des fins de cartographie de points chauds, et d'analyse prédictive et prescriptive.

- Avril 2012 – avril 2015 : Enquêteur principal ; Service Intégrité et Anti-Corruption, Banque africaine de développement, Tunis/Abidjan :
 - Mené et géré une équipe de onze enquêteurs de spécialisations différentes : crimes financiers, fraude, approvisionnement et corruption.
 - Mené les affaires les plus complexes et sensibles de fraude et corruption, concernant soit des projets financés par la Banque africaine de développement, soit des cas d'inconduite grave comme le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité et la mauvaise utilisation des ressources de la Banque.
 - Préparé le programme de travail annuel, géré le budget des enquêtes (sous la supervision du Directeur), assuré le contact avec les autres services de la Banque et noué des liens de coopération avec les institutions régionales et nationales chargées de faire respecter l'obligation de rendre des comptes.
- Décembre 2005 – mars 2012 : Analyste et enquêteur/coordonnateur de procès ; Bureau du Procureur, Cour pénale internationale, La Haye :
 - Chef d'équipe, enquête sur la situation au Darfour ; mené plus de cinquante entrevues de victimes, de suspects, d'experts et d'autres témoins situés un peu partout au monde et produit plus de vingt rapports analytiques sur divers sujets thématiques liés aux enquêtes, accompagnés d'aides audio-visuelles produites à l'aide de divers logiciels analytiques.
 - Trouvé et géré d'importants intermédiaires qui nous ont permis de joindre des témoins clés et géré les relations avec des organisations non-gouvernementales et institutions universitaires crédibles qui ont fourni d'importants liens aux témoins et autres sources de preuves.
 - Chargé de la création et du développement des connaissances du Bureau du Procureur à l'égard des groupes rebelles au Darfour et au Tchad oriental. Mené l'enquête des crimes commis par les groupes rebelles au Darfour, ce qui a abouti à la première affaire poursuivie par le Procureur dans la situation au Darfour.
- Septembre 2005 – novembre 2005 : Coordonnateur de programme ; PACT Nigéria, Abuja :
 - Coordonné le processus de sollicitation et de sélection des bénéficiaires des subventions USAID administrées par le PACT.
 - Élaboré le plan de travail et budget annuels pour toutes les activités et assuré l'exécution opportune des activités de formation, et adapté ou élaboré des manuels de formation pour les consultants locaux.
 - Produit des recherches de politiques, des analyses et de la documentation à l'appui des activités de projet et élaboré un plan à long terme d'appui aux activités afin d'orienter l'assistance technique des activités de projet.
- Juillet 2001 – septembre 2005 : Conseiller juridique principal ; Commission indépendante des pratiques de corruption et autres infractions assimilées, Abuja :
 - Mené des enquêtes sensibles de haut niveau dans des affaires de corruption publique.
 - Chef de l'Unité spéciale du Bureau du Président, responsable des enquêtes sensibles, de la liaison avec les partenaires de développement international et la société civile, des négociations des instruments juridiques internationaux, de la planification stratégique et du perfectionnement du personnel.

- Représenté le Nigéria comme principal délégué auprès du comité spécial pour la rédaction de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, à Addis-Abeba, en 2001 ; et du comité spécial pour la rédaction de la Convention des Nations Unies contre la corruption, à Vienne, en 2001-2002.
- Avril 2000 – juillet 2001 : Assistant juridique spécial ; Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme, Abuja ("Panel Oputa") :
 - Assumé l'analyse juridique et factuelle de plus de quatre cents allégations de violations de droits de l'homme en vue de classer les allégations, mener une vérification préliminaire des faits, cerner des accusés et recommander un plan d'enquête.
 - Organisé les équipes d'enquête et mené la conduite des enquêtes pour confirmer les allégations contenues dans les plaintes, et présenté les conclusions des enquêtes à la Commission dans le cadre d'audiences publiques.
 - Fourni un appui juridique et logistique à l'organisation des audiences publiques de la Commission et organisé le travail quotidien des audiences publiques.
- Octobre 1995 – avril 2000 : Conseil principal ; J. Y. Pam & Co. (cabinet), Jos :
 - Comme Conseil principal, ai participé à la préparation des affaires, à l'analyse des allégations et des preuves, à la collecte des contre-preuves, à la préparation des témoins, à l'examen des témoins et à la présentation des arguments.
 - Fourni des services juridiques et de secrétariat aux clients, dont une fondation philanthropique du secteur social enregistrée comme fiducie et offrant des services caritatifs.
- Février 1991 – octobre 1995 : Superviseur principal ; *Continental Merchant Bank Nigeria Plc*, Lagos :
 - Superviseur du service Crédit et Marketing affecté à la fonction de Finance commerciale à titre d'agent de liaison, bureau Crédit à l'exportation, ai géré les relations avec divers clients exportateurs, traité les demandes de crédit à l'exportation des clients en préparant des rapports de facilités de crédit contenant une analyse de la viabilité du crédit proposé selon des paramètres normalisés concernant la rentabilité, la gestion, la liquidité et le potentiel commercial des entités.
 - Reçu des éloges de la direction pour ma bonne gestion d'un compte sous séquestre d'une valeur de 1,5 millions de naira.
 - Traité des demandes de crédit supplémentaire à l'exportation et d'allocation de devises dans le cadre du programme de garantie de crédit à l'exportation de la *Nigerian Export-Import Bank (NEXIM)* et de la Banque centrale du Nigéria, respectivement.
- Septembre 1989 – février 1991 : Avocat ; F. O. Fagbohunbe & Co. (cabinet), Lagos :
 - Comme avocat débutant, ai assumé le traitement préliminaire des mémoires des clients pour les affaires criminelles.
 - Traité les affaires de succession devant la Haute Cour pour l'admission des successions non testamentaires et l'émission de lettres d'administration.
 - Rédigé des contrats pour la transmission de terrains dans le cadre de transactions foncières commerciales et non commerciales.

Études / Formation

- Mastère ès sciences en politique de justice pénale ; *London School of Economics and Political Sciences* (2005).
- *Barrister at law* (BL) ; *Nigerian School of Law* (1989).
- Bachelier en Droit (LL.B., Hons) ; Université de Jos, Nigéria.

Affiliations et affectations

- Membre du Comité consultatif indépendant de supervision externe de l'ONUSIDA.
- Président du Panel consultatif externe spécial sur la culture de travail du Bureau du Procureur, Cour pénale internationale, 2021.
- Président et hôte de la 19^e *Conference of International Investigators* (CII) 2018.
- Membre, Conseil consultatif de l'*African Association of International Law* (mars 2013 – présent).
- Expert principal pour le Nigéria auprès du Comité spécial de l'Union africaine pour la négociation de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, à Addis-Abeba, Éthiopie (novembre 2001 et septembre 2002).
- Membre, *National Coordinating Committee on Justice Sector Reform* (NCCJSR) (décembre 2002 – juillet 2004).
- Chef, équipe juridique et délégué pour le Nigéria auprès du Comité spécial de l'Union africaine pour la négociation de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, Vienne, Autriche (juin/ septembre 2003).

11. TUMA, Inger Marie (Suède)

Résumé analytique de l'expérience acquise

Depuis 2018, j'assume les fonctions d'expert de l'UE déléguée par le Service européen pour l'action extérieure, Commission européenne, auprès de l'*International Monitoring Operation* en Albanie, où j'administre le très sensible processus national de contrôle des juges et procureurs en vue de créer un appareil judiciaire dépourvu de corruption et d'incompétence. Ce processus est un élément intégral et vital de l'accession de ce pays à l'Union européenne. Dans le cadre de mes fonctions, je gère une équipe mixte d'enquêteurs, je surveille différentes procédures et je lance diverses actions selon la Constitution de l'Albanie.

Auparavant, j'œuvrais pour EULEX en qualité de juge pénal à Pristina, au Kosovo, principalement comme juge présidente mais aussi comme juge à l'étape préliminaire et panéliste. J'ai collaboré avec des homologues locaux au sein d'un panel mixte de juges afin de veiller à ce que les affaires concernant les crimes de guerre, le crime organisé et la corruption de haut niveau soient correctement jugées et que les décisions soient exécutées de façon appropriée. Le plus important procès que j'ai eu à juger comme juge présidente était celui du vice-premier ministre du Kosovo d'alors et d'autres accusés, pour corruption. En outre, j'ai assisté les autorités judiciaires kosovares dans les efforts qu'elles entreprennent pour développer et renforcer un système judiciaire indépendant et multi-ethnique. J'ai également conseillé et mentoré mes collègues sur le plan local, tout en partageant mes compétences et mon expérience lors de discussions avec mes pairs. J'ai supervisé les équipes chargées des procès afin de veiller à ce que les procédures se déroulent de façon efficace et sans accroc. J'ai également assumé, sur demande, les fonctions de point de contact de l'unité et de présidente du Conseil de discipline.

Avant de prendre mes fonctions à EULEX, j'ai occupé le poste de Directrice de l'Institut Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme et le droit humanitaire, à Lund, en Suède. Mes responsabilités consistaient à assurer la gestion générale d'une grande organisation multiculturelle financée principalement par l'Agence suédoise du développement international. La principale tâche de l'Institut était de mener des projets de recherche et de renforcer les capacités dans le domaine du droit international humanitaire et de l'état de droit, actions qui étaient gérées à partir du Siège à Lund et grâce à ses six bureaux répartis dans le monde : Amman, Cambodge, Chine, Indonésie, Jordanie, Kenya et Turquie. Les programmes internationaux concernaient essentiellement les agences étatiques d'administration de la justice et des prisons. Mes responsabilités consistaient à planifier les programmes et initiatives et assurer leur exécution efficace et effective. À ce titre, je veillais à gérer les ressources humaines, à administrer les budgets, à coordonner le travail des bureaux sur le terrain, à collecter des fonds, à restructurer l'organisation, à mettre en œuvre de nouvelles politiques y compris un cadre d'amélioration de la motivation du personnel, à assurer la sécurité des six bureaux extérieurs, à mettre en place de nouvelles plateformes de communications et à gérer la page Web, entre autres. J'ai obtenu un financement stable à long terme pour l'Institut. J'ai collaboré avec des représentants diplomatiques de haut niveau, des gouvernements, des ambassadeurs, des intervenants et ai représenté l'Institut dans le cadre de conférences internationales et auprès des médias internationaux.

Auparavant, j'ai exercé comme juge sur le plan international auprès de la Chambre d'appel chargée des crimes de guerre de la Cour de la Bosnie-Herzégovine dans des affaires importantes concernant des crimes de guerre (tribunal mixte). J'ai mis en œuvre de nouvelles stratégies et de nouvelles politiques. J'étais le juge responsable des affaires renvoyées du TPIY à La Haye, ainsi que des mandats d'arrêt, assignations à comparaître, demandes de gel des avoirs et autres demandes de coopération des divers barreaux, et de l'aide judiciaire. J'ai supervisé le personnel administratif et juridique. Avant mes deux mandats auprès de la Cour de Sarajevo, j'ai occupé le poste d'avocat du Procureur au TPIY, à La Haye, où je supervisais les équipes chargées des enquêtes et des procès, équipes techniques composées d'enquêteurs, d'avocats et d'experts. La plus importante affaire que j'ai eu à juger était celle de Slobodan Milosevic. Pour ce poste de leadership au sein du système commun des Nations-Unies, j'ai affiné mes compétences en leadership et communication, en création et gestion d'équipes au Siège et sur le terrain. Un aspect essentiel de mon travail consistait à assurer la sécurité des

témoins clés. Avant ce poste, j'ai exercé comme Procureur, en Suède, pendant quinze ans, avec la responsabilité unique des enquêtes et de l'instruction des affaires en première instance et en appel. J'ai géré avec succès les forces policières et enquêteurs dans le cadre de toutes les enquêtes et procédures principales.

Énoncé des qualifications

Expérience professionnelle

- Décembre 2017 – présent : Expert, Union européenne.
 - Je représente l'Union européenne à titre d'experte mandatée par la Commission européenne (Service européen pour l'action extérieure), Bruxelles, auprès de l'*International Monitoring Operation* en Albanie, où j'administre le très sensible processus national de contrôle des membres de la magistrature en vue de favoriser la confiance du public en un appareil judiciaire dépourvu de corruption et d'incompétence. Cette opération est exécutée en coopération avec le gouvernement américain et représente un élément intégral et vital de la réforme de l'appareil judiciaire de l'Albanie en vue de son accession à l'Union européenne. Je collabore avec huit autres experts, déployés à Tirana, appuyée par une équipe de soutien mixte composée d'avocats et d'analystes. L'objectif est de contrôler le processus de prise de décision des organes nationaux et des tribunaux pour ce qui est de la nomination ou destitution de juges et procureurs sur la base d'enquêtes sur leurs ressources financières, compétence et antécédents. Jusqu'ici, cette opération produit de bons résultats. Je dirige ma propre équipe dans le cadre de cette opération et rends des comptes à une commission de contrôle internationale composée de représentants de l'UE et des États-Unis.
- 2014 – 2017 : Juge pénal international, EULEX, Kosovo
 - Nommée juge pénal d'EULEX à Pristina, au Kosovo, mes responsabilités consistaient à m'acquitter de certaines fonctions exécutives en collaborant avec mes homologues locaux au sein d'un panel mixte de juges veillant à ce que les affaires de crimes de guerre, corruption, crime organisé, et autres crimes les plus graves fassent l'objet d'une enquête, de poursuites, d'un jugement et d'une exécution de peines appropriés. J'ai exercé mes fonctions en tant que juge président, de membre du panel et juge d'instruction, en fonction des dossiers. Le procès le plus important que j'ai été amenée à présider est l'affaire de haut niveau contre l'ancien vice-premier ministre kosovar mis en cause dans un système de corruption. J'ai géré et supervisé avec succès des équipes mixtes de juristes et administrateurs. Mes responsabilités consistaient à administrer les affaires de façon équitable et efficace : demandes de mandats d'arrêt, assignations à comparaître, demandes de gel des actifs, attribution de conseils de la défense, gestion de l'aide judiciaire au besoin, gestion des dossiers, gestion des services de traduction des audiences principales et audiences de détention, toutes autres questions procédurales et ce, comme juge d'audience préliminaire ou juge présidente. Par ailleurs, j'ai assisté les autorités judiciaires kosovares dans leurs efforts visant à développer et renforcer un système judiciaire indépendant. De telles fonctions impliquent que je guide, contrôle et conseille mes collègues sur le plan local, tout en partageant mes compétences et mon expérience au sein de groupes de discussions avec mes pairs. J'ai présidé le Conseil de discipline pour des dossiers sensibles. J'ai siégé aux panels chargés de diverses questions concernant l'organe exécutif de la mission et, sur demande, j'ai assumé les fonctions de point de contact pour le ministère. À l'occasion, j'ai enseigné aux juges internationaux le droit humanitaire international, y compris le droit relatif aux crimes de guerre.
- 2010 – 2014 : Directrice de l'Institut Raoul Wallenberg, Lund, Suède
 - Avant de prendre mes fonctions à EULEX au Kosovo, j'ai dirigé l'Institut Raoul Wallenberg, grande organisation de droits de l'homme, dont le Siège est à Lund, en Suède, avec six bureaux extérieurs partout au monde (Cambodge, Chine, Indonésie, Jordanie, Kenya et Turquie). L'Institut est principalement financé par le secteur public

par l'entremise de l'Agence suédoise du développement international. J'étais responsable devant cette agence et un Conseil de direction. L'Institut exécutait divers programmes de renforcement des capacités et projets de recherche dans le domaine de la règle du droit, des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Les programmes internationaux visaient principalement les agences étatiques responsables de l'administration de la justice dans les pays en voie de développement. Mes responsabilités consistaient à assurer la gestion, l'organisation et l'administration des affaires de l'Institut. J'ai géré avec succès les ressources humaines en créant de nouveaux postes, géré le budget annuel, géré les six bureaux extérieurs, assuré la sécurité et la gestion des installations au Siège et dans les bureaux extérieurs. J'ai mis en place de nouvelles politiques et positions à l'appui de l'information et des travaux de l'Institut, dont des stratégies de cueillette de fonds et des politiques de rayonnement. J'ai assuré la coopération judiciaire et administrative avec les pays hôte des bureaux extérieurs. J'ai également réussi à assurer la stabilité du financement de l'Institut à long terme et su attirer de nouveaux donateurs en vue de créer le nouveau poste de Chaire Raoul Wallenberg de droits de l'homme et de droit humanitaire. J'ai collaboré de près avec de hauts représentants diplomatiques, dont des ambassadeurs, ministres d'affaires étrangères et chefs d'État, et représenté l'Institut dans ses activités de rayonnement en donnant des exposés et discours sur divers continents. Pendant mon mandat, j'ai su attirer de nouvelles sources de financement, j'ai supervisé un important effectif, j'ai ouvert deux nouveaux bureaux extérieurs (Amman et Phnom Penh), j'ai élaboré de nouveaux projets et programmes et supervisé la création d'une nouvelle page Web et d'un nouveau logo pour positionner l'Institut vers l'avenir. À l'occasion, je donnais des cours de droit humanitaire international aux Forces militaires suédoises, aux étudiants universitaires et aux diplomates dans divers instituts, organisations et universités, dont l'Université de Pékin. Enfin, j'ai prononcé des discours dans le cadre de conférences internationales ou d'occasions spéciales comme des visites organisées par le Gouvernement de Suède au Moyen-Orient.

- 2006 – 2010 : Juge d'appel international, Chambre chargée des crimes de guerre de la Cour de Bosnie-Herzégovine, Sarajevo
- J'ai siégé en tant que juge d'appel international pour des affaires de crimes de guerre ou d'autres dossiers de grande envergure à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Les panels étaient constitués de juges nationaux et internationaux. Les principales audiences concernaient diverses affaires de crimes de guerre commis dans le cadre de la guerre des Balkans. Outre mes responsabilités judiciaires en salle d'audience, j'ai également participé au délicat processus de réforme de la branche judiciaire et d'adaptation aux normes internationales de l'état de droit. Il est indispensable de savoir analyser des situations politiques et individuelles délicates et établir un dialogue constructif avec des personnes de différents milieux politiques, religieux et ethniques, afin de trouver des solutions aux problèmes entraînant des conflits et dans des pays sortant de conflits armés. Durant mes deux mandats, j'ai été saisie d'affaires renvoyées à la Chambre chargée des crimes de guerre par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). En tant que juge saisie de telles affaires, j'ai été amenée à prendre seule des mesures extraordinaires à la demande du Bureau du Procureur, comme le gel des avoirs et toute autre question d'importance, comme l'attribution de conseils de la défense, le protocole d'attribution d'aide judiciaire, les demandes du Procureur de prendre des mesures de protection de témoins névralgiques. Travaillant dans un environnement multi-ethnique et multiculturel, j'étais chargée de superviser les juristes, de leur déléguer des missions liées aux affaires principales ou procédures d'appel. J'ai aussi été responsable de concepts juridiques appliqués au TPIY mais novateurs pour cette Cour, comme l'entreprise criminelle commune, les accords de plaidoyer et le contre-interrogatoire de témoins. J'ai également eu l'occasion, le cas échéant, de travailler avec le Bureau du Haut Représentant de Bosnie-Herzégovine, l'OTAN et le TPIY.

- 2001 – 2006 : Procureur International/Conseil, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye, Pays-Bas
- En tant que Procureur International du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), à La Haye, j'ai géré avec succès des équipes chargées de l'enquête et du procès dans plusieurs affaires concernant des crimes de guerre, dont l'affaire Slobodan Milosevic, l'affaire Vukovar, et d'autres. J'ai supervisé et coordonné une équipe d'enquêteurs, d'avocats, d'analystes, d'experts et d'administrateurs afin de remplir les tâches attribuées aux équipes et ce, de façon efficace et opportune. Toutes les accusations ont été suivies de condamnations. J'ai instruit et supervisé les équipes, assuré un leadership et supervisé les activités, formulé et mis en œuvre des stratégies pour les équipes et formulé les procédures applicables et positions devant les Chambres. Ma maîtrise des deux systèmes de droit, civil et common law, m'a été particulièrement utile dans l'administration des affaires, tout comme ma maîtrise du droit et de la procédure pénale internationale et du droit humanitaire international. J'ai une connaissance et compréhension approfondie de l'importance, de la crédibilité et de l'admissibilité de la preuve, de l'application des mesures de protection de la participation des témoins à la procédure, de l'importance de la sensibilité à l'égard des témoins à l'étape de l'enquête et de l'importance du respect des échéances dans un environnement exigeant. Je m'attache toujours à prévoir et établir les priorités. J'ai été mandatée d'offrir des conseils juridiques à la haute direction du Bureau du Procureur, y compris le Procureur en chef, sur toutes sortes de questions procédurales ou de fond complexes et novatrices. J'étais également responsable de coordonner et de gérer les équipes en mission sur le terrain dans les Balkans. À l'occasion, j'ai collaboré avec les conseils de la défense et les associations du barreau ainsi qu'avec des représentants des gouvernements de la région, afin d'obtenir des preuves vitales à l'enquête.
- 1985 – 2000 : Procureur, Suède
- Pendant quinze ans, j'ai exercé en Suède en tant que procureur dans le cadre d'affaires dans des zones multiculturelles de forte criminalité. À ce titre, j'ai été chargée de diriger les enquêtes et principales affaires ainsi que les affaires de détention à toutes les étapes d'affaires pénales complexes. J'ai également assumé la position de conseil principal de l'Accusation et assuré le suivi de la procédure dans le prétoire, aussi bien en première instance qu'en phase d'appel. Au cours de la phase d'enquête, j'ai dirigé, supervisé et instruit tous les enquêteurs et supervisé les activités des équipes, formulé les méthodes de travail et supervisé leur mise en œuvre, analysé la preuve, préparé des soumissions aux Chambres, déterminé les actions d'enquête, ordonné des arrestations, fouilles et autres mesures à l'étape d'enquête et de procès, et rédigé des actes d'inculpation. Parmi mes autres fonctions, j'ai collaboré avec les tribunaux et conseils de la défense et produit des mémoires, plaidoyers et autres documents à l'intention des Chambres. J'ai également formé les agents de police sur la bonne administration des enquêtes et poursuites. Pendant mon mandat, toutes les affaires intentées ont abouti à des condamnations.

Études et formation professionnelle

- Faculté de droit, Université de Lund, Suède, Maîtrise en droit.
- Mastère en droit humanitaire international et droits de l'homme, Institut Raoul Wallenberg, Lund, Suède.
- Sécurité sur le terrain et gestion de crise, *Swedish International Development Cooperation Agency*, Suède. Formation, Sécurité sur le terrain, TPIY et EULEX, Kosovo.
- Formation des Nations Unies destinée aux cadres, Pays-Bas.
- Formation à l'encadrement en Suède, Malmö, TRUST.

Compétences linguistiques

- Suédois : langue maternelle
- Anglais : courant
- Allemand : intermédiaire
- Français : élémentaire

Autre

- Nommée par le Bureau extérieur de la Suède au Siège de l'ONU, Section des nominations de haut niveau, poste ASG.
- Nommée par le bureau au Siège de l'ONU à un poste ASG, chef d'UNITAD.
- Membre du *International Criminal Justice Expert Advisory Group*, Washington

12. ZAVALA GILER, Oswaldo (Équateur)

Résumé de l'expérience professionnelle

Grâce à plus de seize ans d'expérience progressive à la Cour pénale internationale, et ayant travaillé sous trois Greffiers différents, j'ai acquis une vaste expertise institutionnelle et une compréhension approfondie du fonctionnement du Greffe, de la gestion et des activités de la Cour et des travaux de l'Assemblée des États Parties.

Administration

J'ai apporté une contribution importante au bon fonctionnement du Greffe et à l'administration non judiciaire de la Cour pendant plus de onze ans. J'ai une expérience de première main quant au processus interne de prise de décision pour ce qui est de questions politiques, opérationnelles et stratégiques complexes dans tous les domaines des activités du Greffe touchant le reste de la Cour, comme les finances, l'efficacité, l'efficacité opérationnelle et la légitimité. Chef du Budget de la Cour, j'ai une parfaite compréhension du cycle de vie du budget de la Cour et de ses liens intrinsèques au contexte stratégique et opérationnel des travaux et du mandat de la Cour. De plus, je possède une compréhension approfondie de la culture de travail de la Cour, et des efforts nécessaires pour résoudre les problèmes affrontés par le personnel et les autres personnes qui travaillent au sein de la Cour. Mes connaissances institutionnelles et compétences en communication m'ont permis de jouer des rôles de premier plan pour le Greffe dans le cadre de divers processus d'examen, de développement et de réforme concernant l'ensemble de la Cour, notamment dans le cadre du récent Examen par des experts indépendants. J'ai noué un bon rapport direct avec les principaux dirigeants, hauts fonctionnaires et autres collègues clés de la Cour dans différents organes et bureaux, élément critique pour que le Greffier puisse fonctionner efficacement, de façon collégiale, conformément au principe de la Cour unique.

Service de la Cour

J'ai appuyé le Greffier dans ses responsabilités en offrant des services efficaces et efficaces à la procédure judiciaire du point de vue judiciaire, technique, stratégique et financier. Les services d'appui judiciaire efficaces et efficaces sont une priorité clé du Greffe et sont essentiels à la légitimité de la Cour. À cet égard, j'ai participé directement à de nombreuses négociations complexes concernant le rôle du Greffe et son offre de services aux audiences, notamment pour ce qui est de la politique d'aide juridique, la mise en œuvre des directives concernant les intermédiaires, l'élaboration de la stratégie pour les victimes concernant l'ensemble de la Cour, l'élaboration des fonctions de la défense et de représentation des victimes, l'élaboration d'indicateurs du rendement pour les fonctions d'appui judiciaire, et la conception de solutions ciblées pour assurer la pérennité du financement des services judiciaires du Greffe. Ma longue expérience avec les travaux judiciaires de la Cour du point de vue du Greffe me permet de bien comprendre ses complexités évolutives, ce qui, à son tour, exige la conception de formes d'appui souples toujours plus adaptées au contexte judiciaire évolutif de la Cour.

Activités externes

J'ai participé à divers efforts, examens et débats concernant des discussions stratégiques et politiques sur la communication et le rayonnement vers les victimes et collectivités touchées, ainsi que l'évolution et l'ouverture de bureaux de pays du Greffe. Plus particulièrement, je comprends clairement les facteurs à prendre en compte dans l'évaluation du meilleur moyen d'offrir un appui externe aux activités judiciaires et de poursuite, y compris aux parties, participants et autres acteurs intéressés. Les activités extérieures efficaces s'ancrent dans une coopération soutenue et forte de la part des États Parties, et dans une collaboration étroite et ouverte avec la société civile. De fait, j'ai participé à de nombreux efforts pour faciliter la coopération entre la Cour, les États et la société civile, notamment la négociation d'ententes de coopération et l'appui aux efforts à l'échelon national pour faire adopter des lois d'application des dispositions du Statut de Rome concernant la coopération

et l'assistance judiciaire. J'ai représenté la Cour à divers forums nationaux, régionaux et internationaux, y compris auprès de représentants d'États de haut niveau.

Rapport et contact avec l'Assemblée des États Parties

Je participe aux travaux de l'Assemblée des États Parties depuis ses tout débuts. J'ai représenté les intérêts du Greffe devant l'Assemblée, ses Groupes de travail et organes subsidiaires, et représenté la Cour devant différents organes des Nations Unies comme Chef du Bureau de liaison à New York, et ce, pendant une période politique difficile. Je suis un excellent communicateur, doué d'un grand sens de la diplomatie, capable de communiquer les positions organisationnelles complexes et sensibles de la Cour d'une façon qui inspire la confiance, en toute clarté, tact et précision. Je possède également une compréhension intime du rôle clé que joue le Greffier dans l'acquittement des responsabilités statutaires de gestion et de contrôle de l'Assemblée, en assurant un dialogue ouvert fondé sur la confiance, l'efficacité, la soutenabilité et la transparence.

Exposé des qualifications

Antécédents professionnels

– Février 2022 – présent : Chef de la Section du budget ; Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas.

Responsabilités clés :

- Gérer le processus budgétaire annuel pour la Cour grâce à l'élaboration de directives et objectifs annuels pour les détenteurs de budgets, en prévoyant les répercussions politiques et en trouvant des moyens de hiérarchiser efficacement les besoins budgétaires afin d'assurer la continuité des activités ; coordonner et préparer les soumissions budgétaires en coopération avec les détenteurs de budgets ; maintenir des données financières et documenter les changements de propositions budgétaires, préparer les documents finaux, y compris les résolutions de l'Assemblée, coordonner la production de documents de propositions budgétaires supplémentaires et produire les notifications de recours aux Fonds en cas d'imprévu.
- Optimiser l'alignement du processus budgétaire sur la planification stratégique et la gestion des risques.
- Assurer la communication et la représentation stratégique des politiques, stratégies et plans budgétaires de la Cour vis-à-vis les États Parties et parties prenantes externes, en particulier dans le contexte du cycle budgétaire à l'Assemblée des États Parties.
- Contrôler les ressources de la Cour et programmes connexes en adoptant de bonnes pratiques de gestion grâce à des politiques, procédures, normes, stratégies et plans liés au contrôle et à l'exécution budgétaires, et affiner le système de gestion de l'information intégré de l'ensemble de la Cour grâce à un panel d'agents certificateurs. Reprogrammer le budget pour répondre à l'évolution des priorités et réalités.
- Examiner et analyser des rapports pour cerner les écarts ou doubles emplois dans l'administration de la Cour et encourager l'application d'actions correctives et d'amélioration pour assurer l'utilisation optimale et économique des ressources.
- Assurer le contrôle budgétaire de toutes les ressources de la Cour et programmes connexes en assurant l'adhérence au Règlement financier et règles de gestion financière et aux saines pratiques de gestion, en offrant des conseils au Directeur des services de gestion, à la haute direction dans son ensemble et aux chefs de Section pour ce qui est des événements et activités les plus importants.

- Offrir des conseils et orientations de haut niveau à la haute direction pour ce qui est des pratiques budgétaires et de la hiérarchisation des ressources et représenter l'organisation auprès des organes de gouvernance et dans le cadre de réunions externes, à la demande du Directeur.
- Juin 2016 – février 2022 : Assistant spécial principal au Greffier ; Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas.

Responsabilités clés :

- Fourni des conseils politiques, juridiques et stratégiques au Greffier sur des questions aussi variées que complexes concernant le mandat du Greffe et ses trois Divisions, notamment dans les domaines du budget et de l'administration, des services de la Cour, des activités sur le terrain, de la coopération avec les États et des relations extérieures.
- Fourni un appui au Greffier pour ce qui est de ses fonctions de relations extérieures et représenté le Greffier au sein de divers groupes de travail internes au Greffe ou inter-organes ; représenté le Greffier dans ses contacts avec les parties prenantes externes comme les autorités de l'État hôte, les représentants des États, les organisations intergouvernementales, les ONG, les universités et autres.
- Assuré la préparation et l'exécution des décisions du Greffier en collaborant étroitement avec les bureaux des directeurs des trois Divisions du Greffe ou avec les chefs de Section concernés ; agi comme contact opérationnel direct et principal entre le Greffier et les divisions et sections, et comme point focal pour l'assistance spéciale au Greffier en général.
- Appuyé le Cabinet du Greffier pour ce qui est des questions de haute direction.
- Appuyé et conseillé le Greffier pour l'établissement des priorités et plans d'action du Cabinet en cernant les besoins en matière de politiques, projets ou processus du Greffe ou application concernant l'ensemble de la Cour, et élaboré des propositions novatrices à cet égard.
- Représenté le Greffe dans le contexte des travaux de l'Assemblée des États Parties, y compris vis-à-vis ses autorités, groupes de travail, organes subsidiaires et représentants d'États.
- Préparé et contrôlé une vaste gamme de documents stratégiques et politiques, y compris des documents budgétaires, politiques et juridiques, des rapports à l'Assemblée des États Parties, des rapports à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Août 2018 – juin 2019 : Chef du bureau, Bureau de liaison des Nations Unies ; Cour pénale internationale, New York, États-Unis d'Amérique.

Responsabilités clés :

- Le Chef du Bureau de liaison des Nations Unies à New York appuie le travail de la Cour pénale internationale en facilitant l'interaction entre la Cour et les bureaux, organes et agences des Nations Unies, ainsi qu'avec les représentants des États Parties de la Cour.
- Facilité la collecte, l'analyse et la distribution d'information sur les événements et faits nouveaux aux Nations Unies d'intérêt pour la Cour.
- Offert des avis sur la position des Nations Unies concernant la Cour dans le contexte de discussions et faits nouveaux aux Nations Unies.

- Agi comme canal de communication entre la Cour, le Secrétariat des Nations Unies et les divers programmes, fonds, offices et agences spécialisées des Nations Unies.
- Établi des contacts formels et réseaux informels pour permettre à la Cour de se tenir informée des faits nouveaux aux Nations Unies.
- Fourni un appui aux visites de fonctionnaires de la Cour aux Nations Unies ; géré le Bureau de liaison de New York.
- Coordonné et réagi aux enjeux et besoins opérationnels, à la demande de la Cour, y compris les questions émanant d'exigences particulières à des situations ; traité les demandes de coopération et d'assistance.
- Appuyé le service et la fourniture d'un appui technique à l'Assemblée des États Parties, y compris son bureau, ses organes subsidiaires et réunions intersessions.
- Novembre 2010 – juin 2016 : Assistant spécial au Greffier ; Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas.

Responsabilités clés :

- Fourni des conseils juridiques, politiques ou stratégiques au Greffier, principal responsable administratif de la Cour, sur des questions aussi diverses que complexes concernant les responsabilités statutaires du Greffier, y compris l'administration, le service de la Cour, les activités sur le terrain, la coopération avec les États et les relations extérieures.
- Effectué d'exhaustives recherches et analyses et préparé de l'information contextuelle, des memorandums, des notes d'allocution, des discours, etc., dans le cadre de divers forums internes et externes.
- Fourni appui et conseils pour la gestion quotidienne du Greffe, par exemple des conseils sur des questions soumises au Greffier pour prise de décision, ou pour suivi de projets.
- Coordonné avec différents organes et bureaux liés au Greffe sur diverses questions d'intérêt mutuel.
- Examiné des documents, rapports et décisions concernant l'ensemble du Greffe ou de la Cour et donné des avis.
- Défendu les intérêts du Greffe au sein de divers groupes de travail internes.
- Aidé à améliorer la communication au sein du Greffe et avec les autres organes.
- Participé à des réunions et assuré les contacts avec les représentants de gouvernements, d'organisations internationales ou d'organisations non-gouvernementales, y compris des chefs d'État, des ministres, des ambassadeurs et d'autres représentants d'États ; les Président et Vice-Présidents de l'Assemblée des États Parties ; des ambassadeurs dans leur rôle de (co)facilitation ou (co)présidence de questions spécifiques ; des délégués à l'AÉP ; des membres du Comité du budget et des finances ; des représentants d'organisations internationales ; des représentants d'ONG ; des représentants universitaires.

- Février 2009 – octobre 2010 : Conseiller juridique / Bureau de liaison des Nations Unies ; Coalition pour la Cour pénale internationale, New York, États-Unis d'Amérique.

Responsabilités clés :

- Ce poste était sis au bureau de New York de la CCPI, au sein de la Section juridique du Secrétariat de la CCPI. Il s'agissait d'offrir un appui juridique et de coordination aux programmes de la CCPI grâce à la recherche, à l'analyse et au partage d'information, et à la facilitation de consultations dans l'ensemble de la CCPI.
- Coordonné les travaux des équipes de la CCPI pour toute question concernant les travaux du Groupe de travail de New York, la conférence de révision, y compris le crime d'agression et l'exercice d'établissement du bilan.
- Conseillé l'organisateur de la CCPI sur toute question juridique ou institutionnelle concernant le fonctionnement de la Cour.
- Contrôlé les activités liées à la Cour ou à l'Assemblée se déroulant à New York, notamment aux Nations Unies, dont les travaux du Conseil de sécurité des Nations Unies, et les communiquer au personnel de la CCPI, aux membres et au public.
- Assurer la liaison entre la Cour, l'AÉP et les fonctionnaires des Nations Unies.
- Appuyé les campagnes de la CCPI par la coordination et la facilitation du partage d'information et la consultation des membres, et organisé les réunions de la CCPI.
- Assuré la liaison avec le milieu diplomatique à New York sur toute question concernant la Cour et l'Assemblée.
- Avril 2006 – avril 2009 : Conseiller juridique ; Coalition pour la Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas.

Responsabilités clés :

- Ce poste était sis au bureau de La Haye de la CCPI, au sein de la Section juridique du Secrétariat de la CCPI. Il s'agissait d'offrir un appui juridique et de coordination aux programmes de la CCPI grâce à la recherche, à l'analyse et au partage d'information, et la facilitation de consultations dans l'ensemble de la CCPI.
- Contrôlé les activités concernant la Cour, y compris le suivi des procès et les activités et discussions concernant les travaux de l'Assemblée des États Parties et communiquées au public.
- Conseillé les organisations membres de la CCPI sur des questions juridiques et institutionnelles liées au fonctionnement de la Cour.
- Coordonné, en particulier, les questions thématiques suivantes : conférence de révision, questions politiques liées à la coopération judiciaire et à l'assistance à la Cour, budget et finances de la Cour et stratégies de poursuite et d'enquêtes.
- Assuré la liaison avec le milieu diplomatique à La Haye sur toute question concernant la Cour et l'Assemblée.

- Juillet 2000 – avril 2003 : Juriste adjoint ; Zavala Baquerizo Avocats, Guayaquil, Équateur.

Responsabilités clés :

- Appuyé les travaux du cabinet pour une vaste gamme de services juridiques et dans différents domaines, dont le droit criminel, le droit civil, le droit d’entreprise national et international, le droit bancaire et financier, le droit de la propriété intellectuelle et le droit fiscal.
- Appuyé les travaux des partenaires et associés du cabinet, notamment par la préparation de mémoires, la révision de documents judiciaires et l’application de procédures administratives et judiciaires.

Langues

- Espagnol : langue maternelle / avancé.
- Anglais : courant / avancé.
- Français : connaissances de base.

Études

- Février 2004 : Avocat des tribunaux de la République (licence en droit) ; Université catholique de Santiago de Guayaquil, Guayaquil, Équateur.
- Novembre 2000 : Licence en Sciences sociales et politiques ; Université catholique de Santiago de Guayaquil, Guayaquil, Équateur.
- Janvier 1997 : Diplôme d’études secondaires en sciences philosophiques et sociales ; *Unidad Educativa Javier, S.I.*, Guayaquil, Équateur.

Associations professionnelles

- Forum des Avocats de l’Équateur, permis no. 09-2004-336.

Publications savantes

- Zavala, Osvaldo, 2018, *The Budgetary Efficiency of the International Criminal Court, International Criminal Law Review*, volume 18, numéro 3, pages 461 – 488. BRILL.
- Gasparian, B., Pereira de Sousa, A. & Zavala, O. (2022, en cours d’impression), “*Las solicitudes de cooperación : órganos de los tribunales encargados de transmitir y recibir comunicaciones relativas a la asistencia judicial, canales nacionales de comunicación e idioma de las solicitudes de cooperación*” : Olasolo, H., Freydell Mesa, F. & Sánchez Sarmiento, A. (eds.) *Las respuestas a la corrupción en el Derecho internacional penal*.

Honneurs et Prix

- Prix du citoyen exemplaire (décembre 2021), Mochica Sumpa : droits de l’homme, corporation éco-environnementale et culturelle, Santa Elena, Équateur.
- Président de l’Association des étudiants de l’École de droit (2003 – 2004), Université catholique de Santiago de Guayaquil, Guayaquil, Équateur.
- Premier prix (mai 2002), concours international de procès fictif “Victor Carlos García Moreno”, procédure devant la Cour pénale internationale, première édition, Mexico, Mexique.

- Finaliste et meilleur oraliste (mai 2001), concours de procès fictif interaméricain des droits de l’homme, sixième édition, *Washington College of Law*, Université American, Washington, D.C.
- Prix de semi-finaliste (octobre 2000), concours de procès fictif interaméricain des droits de l’homme “Eduardo Jiménez de Aréchaga”, San José, Costa Rica.

Autres adhésions

- ICCQ – Réseau de la diversité sexuelle et de genre de la Cour pénale internationale, membre fondateur (2018 – présent).
 - Conseiller du Syndicat du personnel de la Cour pénale internationale, membre contributeur (2012 – présent)
-